

La Personnalité de la semaine
Béatrice Picard
page A14

Livres
Profession :
lecteur de
manuscrits
page B1

Santé
Le régime
Hippocrates :
est-ce
pour vous?
page C1

La supergrille de février
pages S20 et S21



NAGANO 1998

Malgré ses vedettes, l'équipe de hockey du Canada a déçu toutes les attentes et a laissé filer la médaille de bronze qui était pourtant à sa portée.

PHOTO BERNARD BRAULT, La Presse

Gretzky et Cie rentrent bredouilles

RÉJEAN TREMBLAY
envoyé spécial, NAGANO

Dans le fond, ça fait 25 ans qu'on sait que les Européens savent jouer au hockey. Ça fait 25 ans que les fans du hockey canadien et ses dirigeants tentent de se faire accroire qu'ils sont « les meilleurs » parce que les équipes du Canada ont gagné la Série du siècle par un but et des Coupes Canada disputées sur leurs petites patinoires, devant leurs partisans, dans des matchs arbitrés par leurs arbitres, le tout orchestré par Allan Eagleson qui prévoyait toujours pour le Canada les meilleurs calendriers et les meilleures conditions.

Va-t-il falloir sortir Eagleson de prison pour espérer gagner une médaille d'or la prochaine fois?

Maintenant, il n'y a plus d'excuses, il ne peut plus y avoir d'illusions. Le Canada produit de très bons joueurs et de bonnes équipes. Il peut se défendre sur la scène internationale, mais le hockey est devenu un grand sport international et les Suédois, les Tchèques, les Russes, les Finlandais, les Américains et bientôt les Allemands et les Biélorusses font partie du même groupe.

Voir **GRETZKY** en A2



PHOTO BERNARD BRAULT, La Presse

En remportant le 5000 mètres, l'équipe de relais formée de François Drolet, Derrick Campbell, Éric Bédard et Marc Gagnon a donné au Canada sa 15^e médaille des Jeux de Nagano et sa sixième médaille d'or, deux nouveaux records.

Encore de l'or en patinage

PHILIPPE CANTIN
envoyé spécial, NAGANO

Le menton relevé, les yeux perçants et les oreilles trouées de cinq anneaux, Marc Gagnon a l'allure d'un dur. Mais il suffit de gratter un peu cette carapace pour découvrir un grand sensible qui, à Nagano, a ressenti en cinq jours des émotions à écorcher le cœur: rage, chagrin et joie.

Hier, après avoir mené l'équipe canadienne de relais sur courte piste à la médaille d'or, Marc a pleuré. La course terminée, pendant que les préposés installaient le podium en vue de la cérémonie des médailles, il a étouffé des sanglots sur un petit banc situé en retrait, près de la patinoire. La tête penchée et le visage entre les mains, les épaules tressaillant. Le puissant stress l'ayant envahi dès son arrivée au Japon, deux semaines plus tôt, s'évacuait enfin.

Les larmes de Marc reflétaient l'ambiguïté de sa performance olympique. Le sportif originaire de Chicoutimi rêvait de remporter une médaille d'or au 1000 mètres, son épreuve préférée, mais une manœuvre trop audacieuse a entraîné sa disqualification. Il souhaitait se reprendre au 500 mètres, confiant de vaincre ses démons et toucher la gloire. Encore une fois, une chute a brisé ses espoirs.

Ces deux déceptions gravées dans son cerveau, Marc a amorcé la finale du relais le corps rongé par l'inquiétude. Ses muscles étaient tendus comme un fil d'acier, son cœur battait la chamade. Dans sa mémoire, le souvenir des Jeux de

Voir **ENCORE** en A2

Un balayage et une dégelée

S'il déclenchait des élections maintenant, le Parti québécois balayerait le Québec, avec plus de la moitié des intentions de vote. Mais il échouerait en voulant tenir un référendum, révèle le plus récent sondage CROP-TVA-La Presse. Les intentions de vote au référendum montrent en effet que l'option souverainiste piétine. Elle est revenue à son score de 40%. Ce sondage, réalisé pendant les audiences de la Cour suprême, indique aussi que la satisfaction à l'endroit du gouvernement Bouchard est appréciable.

Nos informations, page A4

Les colombes de Columbus

RICHARD HÉTU
collaboration spéciale

Les experts en marketing et les sondeurs d'opinion américains ont un faible pour la ville de Columbus, dans l'État de l'Ohio. Ils y trouvent une population à l'image de l'Amérique moyenne, plus conservatrice que libérale, mais pas trop. Pour tester leurs produits et leurs idées, l'endroit est parfait.

Il n'est donc pas étonnant que l'administration Clinton ait choisi Columbus, mercredi dernier, pour tenir un soi-disant « town meeting » sur la stratégie militaire des États-Unis vis-à-vis de l'Irak. Retransmise en direct et en exclusivité sur les ondes de CNN (Clinton News Network, pour les blagueurs), la réunion devait servir à convaincre la population américaine et le reste du monde que les Américains approuvent avec enthousiasme l'idée de larguer de nouveau des bombes sur le pays de Saddam.

Or l'exercice de relations publiques a fait fiasco. Parmi les 6000 personnes admises dans un amphithéâtre universitaire de Columbus, environ 200 jeunes ont



La Presse
à
NEW YORK

chahuté les trois représentants du gouvernement — Madeleine Albright, secrétaire d'État, William Cohen, secrétaire à la Défense, et Samuel Berger, conseiller à la sécurité nationale. « One, two, three, four! We don't want your racist war! » ont-ils scandé au cours du « town meeting », interrompant à plusieurs reprises les membres du cabinet présidentiel.

Lors de la période des questions, plusieurs membres de l'auditoire ont également posé des questions illustrant un profond scepticisme face à la position officielle de Washington. « L'administration américaine a la puissance et les moyens d'attaquer l'État irakien, mais a-t-elle le droit moral d'attaquer la nation irakienne? » a demandé l'un d'eux au secrétaire de la Défense.

Voir **LES COLOMBES** en A2

678

JOURS
AVANT
L'AN 2000

INDEX

Petites annonces
- index C6
- immobilier C6 et C7
- marchandises C7 et C8
- emplois C8
- automobile C8 à C10

- affaires C10
Arts et spectacles B5 à B9
- horaires-spectacles B7
- télé-horaire B7
Bandes dessinées C8

Bridge C10
Décès C11
États-vous observeur? C8
Feuilleton C9
Génies en herbe B11

Horoscope C7
La Jeune Presse C12
La presse d'ailleurs A13
Loteries A2 et A10
Monde A11 à A13
Mots croisés B11 et S20

Mot mystère C9
Politique A4
Stéphane Laporte A5
Tabloid Sports
- Philippe Cantin S5
Têtes d'affiche B10

SCIENCES

Déconvenue démographique
page B12

MÉTÉO

Ensoleillé
Max. 3, min. -9
Cahier Sports,
page 24



**LES PLUS BAS PRIX,
GARANTIS**

**PAS
DE
DEPOT.**

**PAS
D'INTERETS**

**PAS
DE
PAIEMENT**

**AVANT
JANVIER
1999**

ON REGARDE AILLEURS, ON ACHÈTE CHEZ...



Pour tout achat de \$200 et plus. Aucune paiement ni liquidité avant janvier 1999. * Seules les taxes de vente sont payables à l'achat. Sujet à l'approbation du crédit.

LAVAL 1366, Route Du Parc (514) 827-5837

MONTRÉAL 127, Boulevard (514) 476-5161

CHATELAIN 72, Ave. St-Jacques (514) 847-1640

VERMOREL 5187, Ave. Verdun (714) 746-2333

LAVAL 1405, Ave. La Concorde (514) 840-1414

MONTRÉAL 3566, Ontario (514) 377-4811

ST-EUSTACHE 391, Robina (514) 873-2757

Suites de la une

Encore de l'or en patinage

ENCORE / Suite de la page A1

Lillehammer, en 1994, revenait sans cesse: au relais, ses coéquipiers et lui avaient perdu une médaille en raison d'une erreur bête. Quatre ans plus tard, il ne fallait surtout pas la répéter.

Dès le départ, Marc et ses camarades ont foncé en avant, meilleure stratégie pour éviter les dangers de la course, ces bousculades qui entaillent trop souvent leur discipline. Ils ont pris une avance d'une quinzaine de mètres, mais un faux pas de Derrick Campbell a permis aux adversaires chinois et coréens de revenir dans leur foulée. À 15 tours de la fin, en tentant de dépasser Éric Bédard, un Chinois a commis une erreur et entraîné un Coréen dans sa chute. Du coup, les Canadiens n'avaient qu'à rester debout pour enlever l'or.

« Dans les deux derniers tours, mes jambes étaient molles comme de la guenille, a avoué Marc. J'ai eu peur de tomber. »

Cette fois, aucun malheur n'est survenu. Les bras levés, Marc a franchi le fil d'arrivée, vite entouré de François Drolet, Éric Bédard et Derrick Campbell. Le quatuor venait enfin de toucher l'or!

En attendant la remise des médailles, François a compris que Marc était saisi par l'émotion. Pour montrer son amitié et sa solidarité, il l'a serré contre lui à trois reprises. Ces accolades, empreintes de chaleur humaine, illustrent à leur façon pourquoi les Jeux olympiques représentent bien plus qu'une simple compétition sportive.

« Cette victoire au relais me comble tellement, a dit Marc. C'est la course de mes Jeux. Nous voulions prendre la tête et la conserver, c'est en plein ce que nous avons réussi. Aujourd'hui, je suis un gars heureux. »

Cette victoire a porté à 15 le nombre de médailles remportées par les athlètes canadiens à Nagano: six d'or, cinq d'argent et quatre de bronze. Le pays termine au cinquième rang du classement général, derrière l'Allemagne, la Norvège, la Russie et l'Autriche. Il devance les États-Unis, sixième au tableau avec 13 médailles. Au sein de la délégation unifiée, cette réussite a manifestement fait un petit vœux.

Catriona LeMay Doan, gagnante de médailles d'or (500 mètres) et de bronze (1000 mètres) en patinage de vitesse longue piste, a été choisie porte-drapeau du Canada en vue de la cérémonie de clôture. Sa sélection a fait l'unanimité.

GRETZKY / Suite de la page A1

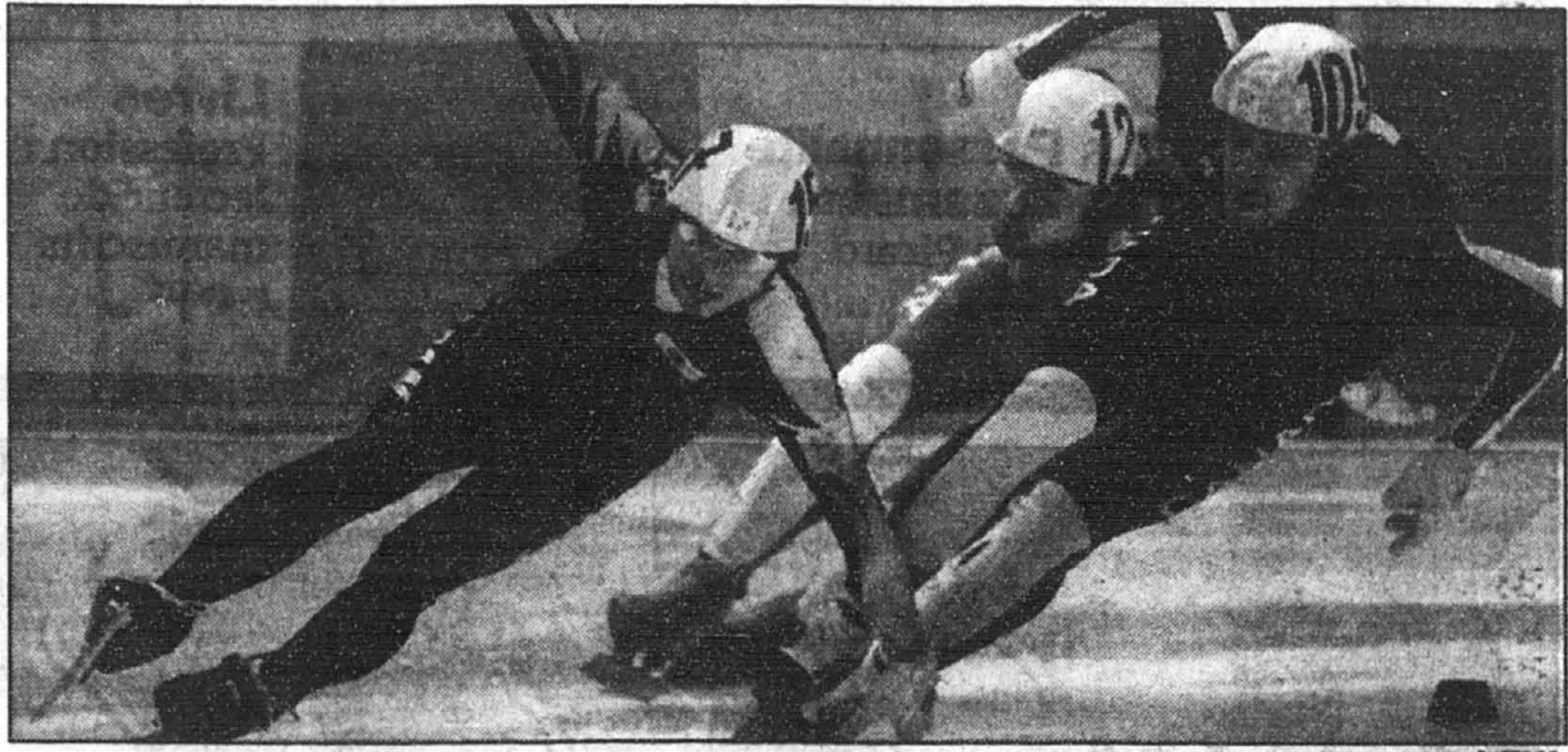
Comme l'a dit Bobby Clarke hier soir à Nagano après l'élimination du Canada par le pointage de 3 à 2 contre la Finlande, qui a remporté la médaille de bronze sans son meilleur joueur Teemu Selanne: « Il va falloir que les gens cessent de croire que nous partons en croisade quand nous participons à un tournoi international. Nous sommes fiers de notre hockey et de notre héritage, mais le sport ne nous appartient plus. Il faut s'améliorer, il faut réaliser que la compétition est féroce et encore mieux nous préparer pour la prochaine fois. »

Les trois équipes médaillées sont donc européennes. Sur une grande surface, avec un bon arbitrage, on réalise que les jeunes Européens sont plus habiles avec la rondelle et ont un jeu collectif plus efficace.

Clarke avait préparé une équipe capable de battre les États-Unis. De gros joueurs, des gars courageux, des hommes capables de frapper fort dans les bandes. De fait, le Canada a dominé dans les coins, le long des rampes et a bien nettoyé le devant de son filet. Mais sur leur patinoire, les Européens n'ont pas besoin de contrôler ces aires de jeu pour être efficaces. Clarke l'a également noté.

« Si on ne reconnaît pas dans le fond de notre cœur qu'ils sont aussi bons que nous, on ne gagnera pas. Le tournoi olympique a été une grande expérience, une aventure extraordinaire. Il faut continuer pour le bien du hockey. Nous avons appris des leçons à Nagano dont la Ligue devrait tenir compte », a-t-il ajouté. Des leçons?

Le hockey est fait pour être joué en trois périodes de 20 minutes. Pas en trois périodes divisées par quatre pauses commerciales de 75 secondes. On l'a vu à Nagano, quand les joueurs peuvent se laisser aller au rythme du jeu, c'est terriblement excitant. Les spectateurs n'ont pas le temps de souffler et l'intensité monte d'un cran. De plus, au lieu de naiser pendant plus de trois heures, les joueurs ex-



En quarts de finale, le Japonais Hitoshi Uematsu (à gauche) et le Canadien Marc Gagnon (à droite) luttent pour prendre la tête du 500 mètres de patinage sur courte piste.

piédient un match en deux heures et quinze minutes.

Wayne Gretzky l'a clairement dit: « il va falloir que les dirigeants de la Ligue nationale se penchent sur le problème et trouvent une solution. Je sais que les équipes ont besoin des revenus de la télévision, mais il faut également protéger le produit qu'on offre. C'est fondamental. »

Les meilleurs marqueurs, les joueurs les plus spectaculaires et les plus habiles, ne sont plus canadiens. Clarke et Marc Crawford ont soutenu que les deux défaits du Canada sont dues au fait que leurs meilleurs joueurs n'ont pas réussi à marquer quand l'occasion se présentait. Ce n'est pas surprenant, les meilleurs marqueurs de la LNH sont le Suédois Peter Forsberg, le Finlandais Teemu Selanne, le Tchèque Jaromir Jagr et l'Américain John LeClair. Normalement, Pavel Bure et Sergueï Fedorov sont aussi dans le groupe de tête.

À part la grosse brute d'Eric Lindros, qui donc sait encore marquer des buts au Canada? Et Lindros ne

marque pas des buts, il les défonce. Nuance.

Il faut cesser de préparer des équipes pour les tournois internationaux et surtout les Jeux olympiques comme pour une saison de la Coupe Stanley. Sur une grande patinoire, des gars comme Brendan Shanahan ou Trevor Linden perdent ces qualités qui en font de très bons joueurs dans la Ligue nationale.

La Ligue nationale est la première responsable du désastre de Nagano. C'est elle qui permet l'obstruction, l'accrochage et la trappe. C'est elle qui laisse ses arbitres ne pas appliquer les règles. C'est surtout elle qui donne le mauvais exemple et qui favorise le développement, dans tout le hockey mineur, de l'accrochage, de l'obstruction systématique et de la trappe, pendant qu'en Europe, on enseigne à des jeunes à patiner, à passer et à être explosif en attaque.

Quand on a vu du beau et grand hockey comme on en a vu depuis deux semaines à Nagano, c'est difficile et un peu désespérant de se

retrouver dans le cirque de la Ligue nationale. Mais Gary Bettman doit connaître assez son produit pour savoir qu'il doit respecter les joueurs et leur talent s'il veut continuer à le vendre en Amérique du Nord.

Faut-il tirer à gros boulets sur les joueurs canadiens? Pas du tout. Ils ont joué avec ardeur même si hier, contre la Finlande, on a senti la déception de la veille. On peut critiquer Bobby Clarke, Bob Gainey et Pierre Gauthier. Mais pourquoi? Ils ont préparé une équipe avec les meilleurs pour remporter l'or. Qu'ils aient surestimé les Américains et sous-estimé les Européens, c'est possible. Mais ne le faisons-nous pas tous?

Ceux qui sont le plus à critiquer, ce sont les propriétaires de la Ligue nationale, le commissaire Gary Bettman, l'ineffable Brian Burke et le pesant Brian Lewis, patron des arbitres.

Le hockey a besoin des Jeux olympiques. Quand bien même ce serait pour retrouver sa vérité une fois à tous les quatre ans.

Les colombes de Columbus

LES COLOMBES / Suite de la page A1

En s'adressant à la secrétaire d'État, un autre a souligné les contradictions de la politique étrangère des États-Unis: « Pourquoi bombarder l'Irak lorsque d'autres pays ont commis les mêmes violations?... La Turquie, par exemple, a bombardé ses citoyens kurdes. L'Arabie saoudite a torturé des dissidents politiques et religieux. Pourquoi les États-Unis appliquent-ils des critères de justice différents envers ces pays? »

C'est Saddam et ses acolytes qui devaient rire en regardant le show de CNN.

Mais où est donc passé le patriotisme américain? Il reviendra peut-être au galop à la suite d'une décision de bombarder l'Irak (si une telle décision est prise). En attendant, il est bon de souligner que l'écart actuel entre l'administration

Clinton et les citoyens de Columbus sur la question irakienne n'est peut-être pas un phénomène isolé.

À la fin de 1997, deux sondages importants ont mis en relief la différence grandissante entre l'attitude de la population ordinaire et des leaders d'opinion — politiciens, experts, journalistes, gens d'affaires, syndicalistes, etc. — concernant le rôle des États-Unis dans le monde.

Seulement 27 % des leaders d'opinion étaient en faveur d'un partage équitable du pouvoir sur la scène internationale avec d'autres pays importants, selon un sondage réalisé par le Pew Research Center. Parmi le monde ordinaire, 50 % des répondants étaient de cet avis.

L'autre sondage, réalisé par l'Université du Maryland, témoignait d'un appui encore plus grand pour cette idée au sein du public américain. Pas moins de 74 % des répondants souhaitaient que les

États-Unis partagent le pouvoir sur la scène internationale. Seulement 13 % d'entre eux préféraient que les Américains jouent un rôle dominant dans le monde.

Le public américain semble également avoir une meilleure opinion de l'Organisation des Nations unies que les politiciens. Selon le sondage réalisé par le Pew Research Center, 64 % des Américains approuvent le travail de l'ONU.

Pourtant, le Congrès refuse toujours d'acquiescer la dette de 1,5 milliard des États-Unis à l'ONU.

Les faucons n'ont évidemment pas disparu aux États-Unis, loin de là. Ils étaient même bien représentés lors du « town meeting » de Columbus. Mais ils étaient aussi sceptiques que les colombes face à la stratégie irakienne de l'administration Clinton, craignant qu'elle ne parvienne pas à faire plier Saddam. « Sommes-nous prêts à envoyer des troupes sur le terrain (s'il le faut)? » a demandé un vé-

téran de la Deuxième Guerre mondiale, dont le fils est mort au cours de la guerre du Vietnam.

Réagissant au scepticisme de la population, Madeleine Albright en a fait tiquer plus d'un au lendemain de la réunion de Columbus en prononçant les noms de Saddam et de Hitler dans la même phrase. Même son mentor, Zbigniew Brzezinski, ex-membre de l'administration Carter, lui a adressé des reproches.

« Je constate parfois une tendance à donner dans la démagogie et l'hyperbole, a-t-il confié au New York Times la semaine dernière. Faut-il vraiment parler du dictateur d'un pays du tiers-monde comptant 22 millions de citoyens appauvris comme d'un nouveau Hitler? »

« Je ne crois pas que (l'administration Clinton) ait démontré clairement que l'Irak, à ce stade-ci, a la capacité d'orchestrer une attaque vraiment dangereuse contre les États-Unis et ses voisins. »

Pour FAIRE LE POINT sur l'actualité

lieux le cahier Plus

chaque samedi dans La Presse

La Presse

Renseignements : 285-7272
Abonnement : 285-6911
Télécopieur pour abonnement : 285-7039
Lundi au vendredi de 7 h à 17 h 30
Samedi de 7 h à midi
Dimanche de 7 h à 11 h
Rédaction : 285-7070
Promotion : 285-7100

Les petites annonces : 285-7111
Télécopieur : 848-6287
Lundi au vendredi de 8 h 00 à 17 h 30

Décès, remerciements : 285-6816
Lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30

Grandes annonces
Détailants : 285-6931
National, TéléPlus : 285-7306
Carrières et professions,
Nominations : 285-7320

Comptabilité
Grandes annonces : 285-6892
Les petites annonces : 285-6900

La Presse est publiée par: La Presse, Ltée,
7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9.
Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés.

«Envois de publication canadienne -
Contrat de vente numéro 0531650»
Port de retour garanti. (USPS003692)
Champlain N.Y. 12919-1518.

LOTÉRIES

La quotidienne
à trois chiffres : 154
à quatre chiffres : 2391
6/49 : 6 22 25 26 37 43 Compl. 28
avec extra : 9 5 8 3 5 6

INSOLITE

On fait le ménage!

Plus de 20 000 Thaïlandais ont assisté hier à la première série d'enchères d'automobiles saisies chez des nouveaux riches ou des firmes ruinées par la crise financière qui secoue le pays depuis l'été dernier. De simples camionnettes aux plus luxueuses Mercedes, BMW ou Ferrari, ce sont 535 véhicules, saisis chez 36 compagnies financières en faillite, qui étaient vendus aux enchères dans quatre endroits différents de Bangkok. Ces enchères étaient organisées par la Commission de restructuration financière, chargée de faire le ménage au sein du secteur financier.

DEMAIN DANS LA PRESSE



Le verdict local

Certaines voitures brillent lorsque les routes sont en bon état et les conditions climatiques idéales. Toutefois, la situation peut changer lorsqu'elles sont confrontées aux routes du Québec et aux caprices de la météo. Notre chroniqueur Denis Duquet propose une deuxième opinion sur une brochette de véhicules suite à des essais effectués ici au cours des derniers mois. Certains y gagnent au change tandis que d'autres échouent. En plus, il tente de départager les Buick Century et Regal face à l'Oldsmobile Intrigue. A lire demain dans le cahier Auto.

QUESTION DU JOUR

La Presse
Service Liaison

Vous voulez vous faire entendre?
Répondez à la question du jour. Pour faire connaître votre opinion, composez le 285-7333; au son de la voix, faites le 1.

Croyez-vous que le premier ministre Bouchard déclenche des élections ce printemps?

Le maire Pierre Bourque a décidé de sévir contre les syndicats qui ont débrayé illégalement la semaine dernière pour protester contre la réduction de 6 % de la masse salariale. Cette initiative est-elle souhaitable?

À cette question posée hier, le pourcentage des réponses obtenues a été:

Oui: 80 %
Non: 20 %

Nuit Planché

Pour les fous du snow! NUIT PLANCHE
à Ski Mont-Gabriel, le 7 mars 1998, de 15 h à 3 h.

en profit de: Les Centres Jean Lapointe pour Adolcescents en collaboration avec: La Presse, CKAC 730

**Le mot du jour
focus et focuser**

■ Focus n'est pas un mot français. On le traduit généralement par *accent*, *attention*, *centre d'intérêt*.
Focuser n'est pas davantage français, que ce soit avec un ou deux s. On peut

le traduire, selon le contexte, par *centrer*, *focaliser*, *mettre l'accent sur*, *porter son attention sur*, *se concentrer sur*, *souligner*.

— Anne-Marie Pelchat a refusé les interviews dans l'espoir de mieux se concentrer sur sa dernière descente.

Paul Roux



**Le Lexique
des difficultés
dans les médias**

de l'auteur du Mot du jour

La Presse : (514) 285-7364 / 19,95\$ + taxes

**L'EXPRESS
DU MATIN**



Meurtre à St-Casimir

■ Un homme de 26 ans, connu par la police comme étant un revendeur de drogue, a été abattu hier après-midi d'au moins un projectile d'arme à feu, alors qu'il était au volant de sa camionnette sur la route 354, à Saint-Casimir, dans le comté de Portneuf. L'homme a été tué à moins de 1000 pieds de son domicile de Saint-Casimir. Selon la Sûreté du Québec, plusieurs coups de feu ont atteint le véhicule. Des passants ont appelé la police en croyant voir un accident de la circulation, le véhicule de la victime ayant heurté un banc de neige et percuté un poteau d'Hydro-Québec après l'attentat. La police croit qu'un ou plusieurs individus ont ouvert le feu à partir d'une voiture en mouvement. La victime a été identifiée comme étant Stéphane Allard, un homme sans travail connu.

Deux incendies

■ Les pompiers de Montréal ont été appelés dans la nuit de vendredi à samedi à combattre deux incendies qui se sont déclarés dans des habitations. Un premier feu, qui semble d'origine criminelle, a ravagé un appartement situé dans un édifice de huit logements, au 3855, rue de Rouen. Deux foyers d'incendie y ont été découverts. Le feu a forcé l'évacuation de tous les locataires. À l'intersection de la rue Bellechasse et de la 29^e Avenue, dans le quartier Rosemont, un autre édifice à logements multiples a été la proie des flammes. Dans ce cas, il s'agirait toutefois d'un incendie accidentel.

Services modifiés au métro Place-d'Armes

■ À compter de demain, la loge ouest de la station de métro Place-d'Armes (sortie Palais des congrès), sera fermée à certaines périodes de la journée, en raison du faible taux d'achalandage. La fermeture de la loge n'aura aucun effet sur la clientèle possédant des titres à tarif régulier ou une correspondance d'autobus. Toutefois, les autres usagers devront utiliser la loge est, située de l'autre côté. La loge ouest ne sera ouverte du lundi au vendredi que de 7 h à 22 h et de 12 h à 19 h 30 le samedi et dimanche de même que les jours fériés et lors d'événements spéciaux au Palais des congrès.

6000 familles aidées par Jeunesse au soleil

■ L'organisme de charité Jeunesse au soleil a secouru durant la crise du verglas pas moins de 6000 familles dans 45 municipalités. L'organisme a fourni transport, hébergement, eau potable ainsi qu'un assortiment de commodités mises à la disposition des municipalités et des centres d'hébergement à travers la région de Montréal. Au total, Jeunesse au soleil estime sa participation au dépannage alimentaire à 450 000 \$. Une évaluation conservatrice des dépenses matérielles excède 640 000 \$. L'organisme poursuivra jusqu'à la fin du mois son aide aux personnes affectées par le verglas et tient à remercier tous les donateurs qui lui ont permis de venir en aide à autant de personnes.

Policiers mécontents

■ Les anciens membres du service de sécurité de la GRC employés au Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) sont mécontents. Forcés de quitter la GRC par la Loi sur le SCRS en 1984, ces ex-policiers s'étaient fait promettre que l'ensemble de leurs bénéfices continueraient de refléter ceux de la GRC. Toutefois, depuis 1990, ces employés ont assisté à une érosion constante de leurs droits acquis, en plus de se voir refuser les ajustements promis. Ces membres auraient perdu plus de 14 000 \$ en salaire, comparativement aux membres de la GRC. Les agents du SCRS profiteront demain d'un colloque portant sur le terrorisme chimique et bactériologique, qui se tiendra à Ottawa, pour rappeler au public que le SCRS est devenu un service de renseignement efficace et qu'ils exigent le respect des engagements pris envers eux par l'ancien directeur, Jim Finn.

Michel Leblanc est enfin opéré !

C'est l'Hôpital général juif qui a payé la note

YANN PINEAU

Après avoir été prisonnier du système hospitalier pendant plus de 16 mois et avoir été victime d'un imbroglio administratif, Michel Leblanc, un charpentier-menuisier de 34 ans, a finalement reçu lundi dernier le neuro-stimulateur dont il avait besoin.

M. Leblanc avait besoin qu'on lui implante cet appareil afin de soulager les douleurs chroniques dont il souffre à l'épaule et au bras depuis un accident d'auto survenu en 1987.

Il a attendu en vain une opération à l'hôpital Notre-Dame pendant plus d'un an avant d'être transféré à l'Hôpital général juif de Montréal, le mois dernier. Quelques jours avant l'opération prévue pour le 27 janvier, M. Leblanc s'est fait dire que ni l'hôpital, ni la Régie de l'assurance-maladie (RAMQ), ni la Société de l'assurance automobile (SAAQ) ne voulait payer les 7000 \$ que coûte le neuro-stimulateur.

« Lundi dernier, j'étais à mon cours au cégep du Vieux-Montréal quand j'ai vu la tête de ma femme dans la porte, a raconté hier M. Leblanc. Elle avait les yeux grands comme des trente sous. Elle m'a dit : « C'est maintenant. L'hôpital a appelé, ils ont annulé une opération, ils veulent te voir tout de suite. » Ça, c'était à 10 h. À 13 h, j'étais sur la table d'opération. »

Le Dr Line Jacques a pratiqué une incision dans le cou de M. Leblanc et a inséré une électrode entre deux vertèbres.

« C'était un peu malcommode, se souvient M. Leblanc. Tu es allongé sur le ventre, tout ce que tu vois c'est des souliers roses et des souliers mauves, et le médecin se sert de ton dos comme table de travail ! »

Mais Michel Leblanc n'a que des

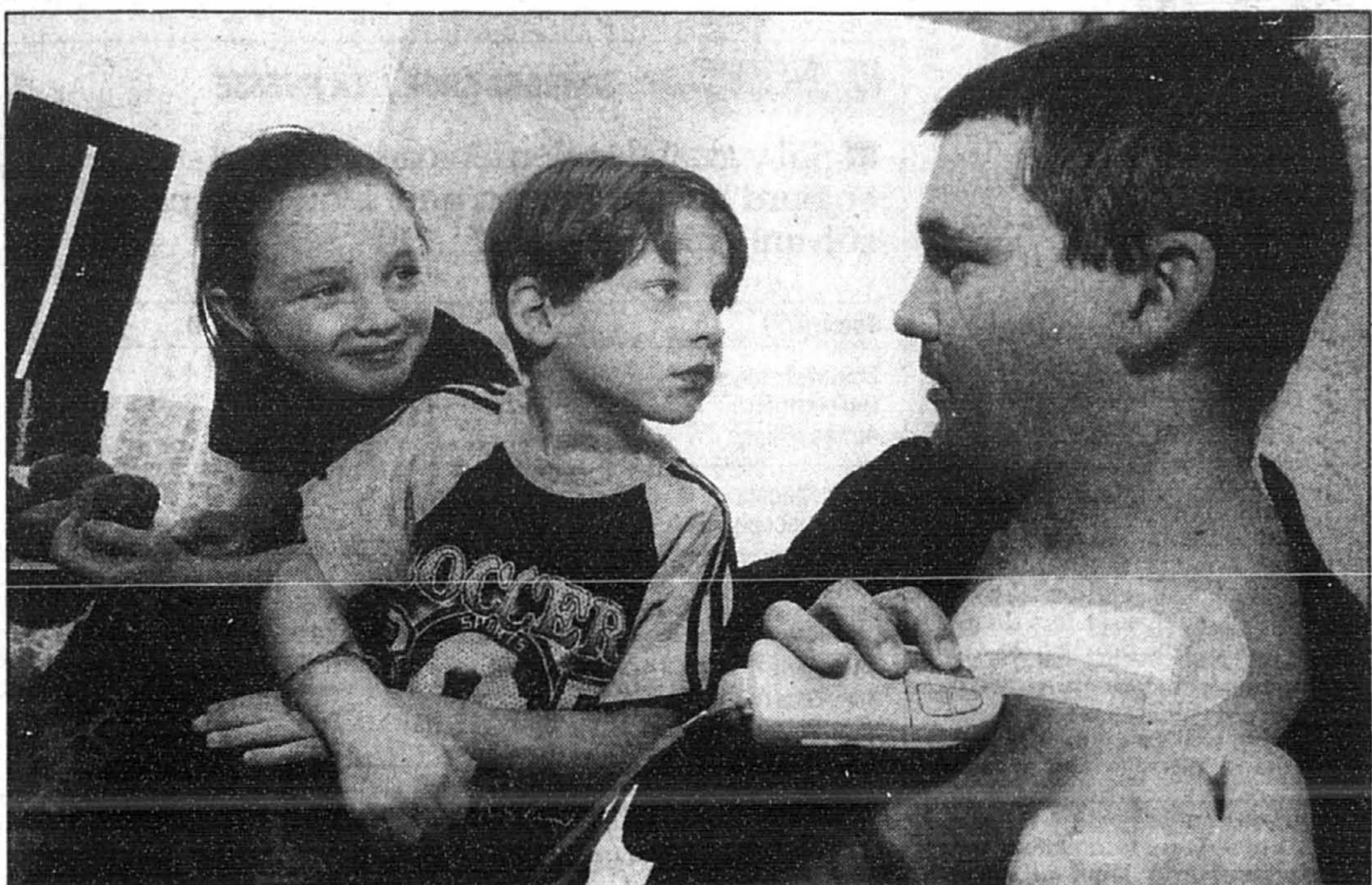


PHOTO ALAIN ROBERGE, La Presse

Émilie, 9 ans, et Mathieu, 7 ans, sont bien contents de retrouver leur père après la semaine qu'il a passée à l'hôpital.

éloges pour le personnel de l'Hôpital juif qui a pris soin de lui pendant presque une semaine. « La seule affaire bizarre, c'est la bouffe, dit-il. Le vendredi, par exemple, il n'y a pas de lait avec le café. »

Jeudi dernier, après avoir subi des tests pour s'assurer que l'électrode donnait les résultats escomptés, M. Leblanc s'est fait implanter dans la poitrine tout le reste de l'équipement qui constitue le neuro-stimulateur. Avec une télé-

commande, il se donne lui-même au besoin les petits chocs électriques qui soulagent ses douleurs.

Ironiquement, mercredi dernier l'hôpital Notre-Dame l'appelait pour lui dire qu'on avait finalement trouvé du temps opératoire pour lui. Quand Michel Leblanc a rappelé, le lendemain, on lui a répondu que c'était une fausse alerte, qu'on avait dû annuler l'opération !

Quant à la facture du neuro-stimulateur, c'est finalement l'Hôpital

juif qui va l'assumer. « On m'a dit que la Régie de la santé s'était arrangée avec l'hôpital », a dit M. Leblanc.

Hier, au lendemain de son retour à son domicile de Rivière-des-Prairies, Michel Leblanc retrouvait peu à peu les plaisirs de la vie quotidienne avec la perspective de voir ses douleurs diminuer considérablement. Il espère être suffisamment en forme demain pour retourner à ses cours.

Bourque se fait le champion d'Hochelaga-Maisonneuve

YANN PINEAU

Le maire Pierre Bourque s'est présenté comme un valeureux défenseur de l'économie du quartier Hochelaga-Maisonneuve, hier, lors de son troisième « samedi du maire », un exercice préélectoral de prise de contact avec la population de chacun des 16 quartiers de Montréal.



M. Bourque a admis que le quartier Hochelaga-Maisonneuve est un cas particulier et que des efforts sont faits pour revitaliser son tissu économique.

Devant une centaine de citoyens réunis dans un buffet de la rue Ontario, M. Bourque a admis que le quartier Hochelaga-Maisonneuve est un cas particulier (lire un quartier pauvre), mais que des efforts étaient faits pour revitaliser son tissu économique.

Il a notamment évoqué l'installation du siège social de Vidéotron Télécom sur le boulevard Pie-IX, près de la rue Ontario, de l'arrivée du siège de la boulangerie Au Pain Doré rue de Rouen et de ses efforts pour tenter d'éviter la fermeture de Sucre Lantic, rue Notre-Dame.

« Quand Vidéotron a voulu déménager, j'ai appelé M. Chagnon (le président de la compagnie) et ils sont venus dans le quartier », a dit le maire, visiblement fier de son coup.

Lors de la période de questions qui a suivi les allocutions des deux conseillers de Vision Montréal du quartier (Luc Larivée et Benoît Parent) et le discours de Pierre Bourque, les préoccupations exprimées par les citoyens ont été plus terre-à-terre que les propos du maire sur son bilan et sur le budget de la Ville.

Certains ont parlé de leur mécontentement face aux mendians « de plus en plus nombreux », d'autres de leurs problèmes avec les parcomètres ou encore avec les taxes foncières.

Jean-Claude Laporte, organisateur du Comité de base pour l'action et l'information sur le logement social (BAILS), s'est indigné que des quartiers plus aisés que Hochelaga-Maisonneuve, comme

Ahuntsic, aient plus de logements sociaux que son quartier cette année dans le cadre d'un programme du gouvernement québécois auquel la Ville participe.

Selon M. Laporte, il est urgent que la Ville fasse des pressions afin que Hochelaga-Maisonneuve ait davantage que les 12 logements en coopérative d'habitation qui sont prévus pour cette année. Le maire Bourque a indiqué qu'il verra si le gouvernement peut accorder davantage de fonds à son programme.

Par ailleurs, Suzanne Kearns, résidente de la rue Saint-Clément, a vigoureusement interpellé Pierre Bourque au sujet d'un problème de bruit « infernal » causé par la circulation incessante de poids lourds et de nombreuses voitures dans sa rue.

Mme Kearns estime qu'il est tout à fait possible de détourner ce flot de véhicules par d'autres voies publiques et ainsi redonner une certaine quiétude aux résidents de la rue Saint-Clément.

Le maire Bourque l'a invitée à former un comité de citoyens afin de voir avec l'administration municipale ce qui peut être fait.

Saint-Victor a échappé de peu à la catastrophe

L'effondrement du toit de l'aréna aurait pu être meurtrier

RAYMOND GERVAIS

Le président du club de hockey Saint-Victor, de la Ligue de hockey junior Rivière-Sud, Mario Vachon, n'en revient pas encore de la chance qu'il a eue, avec son ami Michel Bernard, de sortir vivant de l'aréna Saint-Victor de Beauce, dont la toiture s'est effondrée sur la patinoire, vendredi soir.

MM. Vachon et Bernard se trouvaient au beau milieu de la patinoire lorsque l'effondrement s'est produit, entre la première et la seconde période, peu avant 22 h, au moment où environ 150 personnes se trouvaient dans l'aréna situé au 130, rue du Parc, à Saint-Victor.

« Nous étions en train de gratter la ligne bleue lorsque nous avons entendu deux craquements et un gros boom. On a d'abord pensé que quelqu'un venait de faire éclater un pétard ou de donner un coup de pelle ou de bûton sur de la tôle ou sur la baie vitrée. »

On s'est alors approchés de la bande pour voir ce qui se passait.

C'est à ce moment que le toit s'est écroulé et que nous nous sommes retrouvés sous les décombres. »

M. Vachon ne se souvient pas exactement quelle a été sa réaction lorsqu'il a entendu un autre craquement et que le toit de l'édifice s'est écroulé.

« Tout ce que j'ai vu, c'est que ça devenait noir et que ça tombait sur nous. Nous nous sommes retrouvés couchés sur la glace entre les décombres, dans un espace d'environ un pied et demi carré en forme de tunnel sur le bord de la bande. Comment avons-nous fait pour nous retrouver là? Je l'ignore », a confié hier après-midi M. Vachon, encore sous le choc. Il s'estime extrêmement chanceux d'être sorti vivant de l'édifice.

Ses blessures se résument à une égratignure à la figure, à des muscles étirés dans une épaule et dans un genou ainsi qu'à trois vertèbres déplacées.

C'est en rampant dans le tunnel jusqu'à une source de lumière, à six mètres d'eux, que les deux hommes ont réussi à sortir de l'amas de matériaux. Ils ont même aidé six autres personnes qui se trouvaient dans les gradins à quitter l'aréna. Tout le monde est ensuite sorti par la porte du restaura-

rant où se trouvait la majorité des personnes.

Durant un certain temps, une vent de panique a soufflé parmi les spectateurs. Tout le monde cherchait quelqu'un et personne ne voyait rien.

M. Vachon a expliqué que c'est le centre de la toiture qui s'est effondré sur la glace ainsi que sur le banc des joueurs de l'équipe adverse. Plusieurs panneaux de mur de l'édifice se sont aussi effondrés, soufflés par le déplacement d'air de la chute du toit. « Si la toiture s'était effondrée deux minutes plus tard ou dix minutes plus tôt, tous les joueurs du BSRN (Bernière-Saint-Rédempteur-Saint-Nicolas) auraient peut-être été tués », a-t-il précisé.

Mais lors de l'effondrement, tous les joueurs étaient dans les vestiaires, situés sous les gradins. Aucun n'a été blessé, mais ont tous eu la frousse de leur vie. Quant aux spectateurs, ils étaient au restaurant, situé à une extrémité de l'édifice et séparé de la patinoire par une porte.

Sept des huit blessés ont pu réintégrer leur domicile après avoir été traités à l'hôpital de Saint-Georges-de-Beauce. Seul un des blessés, demeuré coincé sous les

décombres dans les gradins, a été gardé à l'hôpital durant la nuit pour observation, mais a pu rentrer chez lui hier.

Le maire de la municipalité, Jean-Paul Bernard, a expliqué hier que rien ne semblait présager qu'une telle chose pouvait se produire.

« Il y avait bien une couple de pieds de neige sur le toit, mais d'en bas, il ne semblait pas que cela pouvait représenter une menace. D'ailleurs, on nous avait dit qu'il fallait monter sur le toit de tôle le moins souvent possible afin d'éviter les infiltrations d'eau », a confié le maire qui attend le rapport de spécialistes en structure avant de se prononcer sur la cause de l'effondrement.

Il a de plus affirmé qu'une vérification avait été faite dernièrement et qu'il ne semblait pas y avoir de problème.

« Une structure comme celle-là est capable de résister à nos conditions climatiques et il n'y a pas de recommandation pour enlever la neige. De plus, affirme le maire, Saint-Victor n'a pas été fortement touché par le verglas. »

Construit en 1991, l'aréna de Saint-Victor de Beauce, appelé aussi Stade des bâtisseurs, renferme une glace naturelle.

Politique

Élections : balayage péquiste Référendum : toute une dégelée

Sondage CROP-TVA-La Presse sur les intentions de vote

DENIS LESSARD

Avec plus de la moitié des intentions de vote, le Parti québécois balayerait le Québec s'il déclenchait des élections maintenant. En revanche, il subirait toute une dégelée s'il tenait un référendum.

La satisfaction à l'endroit du gouvernement Bouchard est appréciable, mais la cote personnelle de Lucien Bouchard l'est encore plus. Depuis l'automne passé, Lucien Bouchard a vu la satisfaction des Québécois à son endroit revenir aux niveaux enregistrés lors de son entrée en politique provinciale.

Le plus récent sondage CROP-TVA-La Presse révèle que 52 % des Québécois auraient appuyé le Parti québécois si des élections avaient été déclenchées la semaine dernière, pour une avance de 14 points sur les libéraux de Daniel Johnson. L'ADQ de Mario Dumont prend 6 %, un peu plus qu'Égalité avec 4 %. Dans la région de Montréal, le PQ et le PLQ sont presque au coude à coude, à respectivement 46 et 43 %, mais dans le reste du Québec, tout comme chez les francophones, l'avance du Parti québécois est très nette, ce qui entraînerait un quasi-balayage péquiste à l'extérieur de la grande région métropolitaine.

Le PQ renoue avec ses scores des sondages de la première année du gouvernement Bouchard en 1996. En septembre 1997, il avait glissé à 46 % selon CROP — jamais le PQ n'a eu plus de 50 % du vote à des élections. Le meilleur score a été obtenu par René Lévesque en 1981, avec 49,3 % du suffrage exprimé. Le Parti libéral de Daniel Johnson, à 38 %, perd cinq points par rapport au sondage CROP de septembre dernier. L'ADQ reste stable. Les libéraux obtiennent 43 % des intentions de vote à Montréal, contre 46 % au PQ. En revanche, les libéraux obtiennent 30 % seulement des intentions de vote des francophones, contre 59 % au PQ.

Référendum : le score de 1980

Les intentions de votes au référendum montrent toutefois que l'option souverainiste piétine, ramenée à son score de 40 %, avec 60 % d'intentions de votes fédéralistes. CROP répartit les 14 % indécis en en donnant les deux tiers au NON. Avec une répartition au prorata des indécis, le score du OUI ne serait que de 41 %, le niveau le plus faible depuis le référendum de 1995, en dépit du fait que le sondage a été réalisé durant la semaine des audiences de la Cour suprême. Un électeur péquiste sur cinq, soit 22 %, a l'intention de voter NON au référendum. « Une hirondelle ne fait pas le printemps. Le regain de popularité du PQ ne préfigure aucune remontée de l'option souverainiste », affirme CROP. En matière de réponses brutes obtenues, 51 % des gens ont dit vouloir voter NON, et 35 % ont assuré leur intention d'appuyer le OUI. En octobre 1995, le OUI avait fait 49 % et le NON, 50,6 %.

La satisfaction à l'endroit du gouvernement Bouchard s'aligne sur les intentions de vote dans des

SONDAGE CROP / LA PRESSE

■ S'il y avait des élections provinciales aujourd'hui au Québec, pour lequel des partis suivants voteriez-vous?

	PQ	PLQ	ADQ	PÉ	Autres
Total (927)	52	38	6	4	1
Montréal métro	46	43	6	4	1
Québec métro	56	32	8	3	1
Autres régions	56	33	6	4	—
Francophones	59	30	6	4	1
Non-francophones	11	76	6	7	1
Hommes	53	34	7	5	1
Femmes	49	41	6	3	1
18-34 ans	58	31	7	4	—
35-54 ans	55	33	5	5	1
55 ans et plus	36	55	8	2	—

Infographie La Presse

SONDAGE CROP / LA PRESSE

■ Diriez-vous que vous êtes très satisfait(e), plutôt satisfait(e), plutôt insatisfait(e) ou très insatisfait(e) de la performance de Lucien Bouchard comme premier ministre du Québec?

	Très/Plutôt satisfait	Plutôt/Très insatisfait	Sans opinion
Total (927)	57 %	39 %	5 %
23-30 septembre 1997	40	50	10
21-28 octobre 1996	53	41	6
Montréal métro	53	41	6
Québec métro	60	36	5
Autres régions	60	36	4
Francophones	62	33	5
Non-francophones	31	64	6
Hommes	60	37	3
Femmes	54	40	6
18-34 ans	61	35	4
35-54 ans	61	35	4
55 ans et plus	44	49	7

Intentions de vote au provincial

PQ	90	8	2
PLQ	33	66	—
ADQ	43	56	1
NVP/NSP/PR*	35	48	17

*Ne vote pas/Ne sait pas/Pas de réponse

Infographie La Presse

élections : 52 % des Québécois se disent très ou plutôt satisfaits, tandis que 42 % sont insatisfaits et que 6 % n'ont pas d'opinion. C'est encore à Montréal qu'on est le plus partagé. Le gouvernement Bouchard a clairement la cote chez les jeunes (61 % de satisfaction), mais pas chez les 55 ans et plus (39 % seulement). Curieusement, 15 % de ceux qui ont l'intention de voter péquiste sont insatisfaits mais surtout, 27 % des électeurs libéraux sont satisfaits du gouvernement Bouchard. La cote de Lucien Bouchard atteint un sommet. En octobre 1996, 53 % des Québécois étaient satisfaits de lui comme premier ministre, mais ils étaient 40 % en septembre dernier. Maintenant, 57 % des répondants se disent satisfaits, contre 39 % d'insatisfaits.

À Montréal, M. Bouchard est clairement plus populaire que son parti. Moins d'un anglophone sur trois (31 %), toutefois, est satisfait de sa performance. Chez ceux qui ont l'intention de voter libéral, 33 % se disent très ou plutôt satisfaits de M. Bouchard.

Au fédéral : le PLC dépasse le Bloc

Si des élections fédérales avaient été déclenchées, le Parti libéral du Canada de Jean Chrétien aurait recueilli 43 % du vote, sept points de plus qu'aux élections de juin 1997, et son niveau le plus élevé depuis trois ans. Cette remontée se fait aux dépens du Parti conservateur de Jean Charest qui voit les 22 % de suffrages des élections fondre à 14 %.

Mais surtout, cette montée fait que les libéraux de Jean Chrétien auraient coiffé le Bloc québécois qui reste stable avec 38 % des intentions de vote, son score des élections de juin 1997. C'est dans la région de Montréal que le Parti libéral fait son meilleur score, 50 % des intentions de vote, contre 32 % au Bloc. Le PLC obtient 59 % d'appuis chez les 55 ans et plus. Une majorité de 52 % des Qué-

SONDAGE CROP / LA PRESSE

■ Si un référendum avait lieu aujourd'hui sur la même question que celle qui a été posée lors du dernier référendum de 1995, c'est-à-dire sur la souveraineté assortie d'une offre de partenariat au reste du Canada, voteriez-vous OUI ou voteriez-vous NON?

	Oui	Non	NVP/NSP/PR*
Total (927)	35 %	51 %	15 %
Montréal métro	31	53	16
Québec métro	38	49	13
Autres régions	39	49	13
Francophones	41	46	14
Non-francophones	8	76	16
Hommes	40	50	11
Femmes	31	52	17
18-34 ans	44	48	8
35-54 ans	38	48	13
55 ans et plus	19	59	22

Vote provincial

PQ	72	22	6
PLQ	6	92	2
ADQ	19	76	5

*Ne vote pas/Ne sait pas/Pas de réponse

Infographie La Presse

SONDAGE CROP / LA PRESSE

■ Si des élections fédérales avaient lieu aujourd'hui au Canada, pour lequel des partis suivants voteriez-vous?

	BQ	PLC	PC	NPD	P. Réf.
Total	38	43	14	3	1
Montréal métro	32	50	13	3	1
Québec métro	37	36	18	6	1
Ailleurs au Québec	45	36	15	3	—
Francophones	45	35	16	3	1
Anglophones, autre	5	84	5	4	2
Hommes	40	42	14	2	1
Femmes	37	43	15	5	—
18-34 ans	47	36	12	3	1
35-54 ans	42	38	15	4	1
55 ans et plus	21	59	16	2	2

Infographie La Presse

Méthodologie

Les résultats du sondage CROP reposent sur 927 entrevues téléphoniques effectuées par CROP du 12 au 19 février pour le compte du réseau de télévision TVA et du quotidien La Presse, auprès d'un échantillon représentatif de Québécois âgés de 18 ans et plus. Un tel échantillon comporte une marge d'erreur statistique de 3,3 points de pourcentage, 19 fois sur 20.

beçois se dit satisfait du gouvernement Chrétien tandis que 42 % se disent plutôt ou très insatisfaits.

Les francophones sont clairement partagés sur cette question, satisfaits et insatisfaits comptant pour 47 % des répondants.

La satisfaction à l'endroit de Jean Chrétien est de 49 % dans l'ensemble du Québec, un peu moins que pour son gouvernement.

Les militants péquistes piaffent d'impatience

DENIS LESSARD

Obnubilés par les sondages qui prédisent un balayage du Parti québécois, les militants péquistes piaffent d'impatience dans l'espoir d'un déclenchement rapide des élections générales.

Mais au sein du gouvernement, bien des signes donnent à croire que Lucien Bouchard est moins pressé et que, surtout, il n'a encore pris aucune décision. Dès ses premiers mots devant le conseil national hier, Lucien Bouchard s'est fait crier « élections, élections » par quelques-uns des 400 militants réunis pour la fin de semaine.

Après le rassemblement souverainiste de vendredi soir, il n'y avait plus qu'un sujet dans les couloirs du conseil général hier, l'opportunité ou non de déclencher des élections. Une vidéo, clairement destinée à fouetter l'organisation, donnait aux militants l'occasion de dire qu'ils étaient déjà prêts pour des élections.

Dès trois milliards de surplus dans les coffres d'Ottawa, les Qué-

bécois ont payé en taxes 750 millions. Or, ces surplus servent à des intrusions fédérales dans les champs de compétences des provinces comme la santé et l'éducation. À l'approche du référendum, « ce qui importe pour eux, c'est de multiplier le nombre de drapeaux du Canada sur les chèques, les immeubles, les panneaux publicitaires », a dit M. Bouchard. Pendant que Jean Rochon parvenait à aiguiser 15 millions pour aider à désengorger les urgences, Ottawa dépensait 30 millions pour qu'au Québec, la Société des postes retrouve son nom de Postes Canada, a-t-il rappelé.

M. Bouchard n'a pas donné d'indices sur la tenue d'un scrutin hâtif, bien au contraire. Il a rappelé que « l'automne prochain, il y aura quatre ans que le gouvernement du Parti québécois a été élu », avant d'ajouter : « Nous allons être fiers de présenter notre bilan aux électeurs. » Dans cinq semaines, a-t-il relevé, le gouvernement aura atteint le déficit zéro pour les opérations courantes. « Pour la première

fois en 20 ans, le gouvernement n'aura plus besoin d'emprunter pour payer l'épicerie. » Les péquistes ont donné le feu vert à leur campagne de financement 1998, dont l'objectif est de 2,8 millions \$, 100 000 \$ de plus que l'an passé. L'opération se terminera en mai et sera présidée par Jocelyne Caron, députée de Terrebonne.

Des élections, « une possibilité »

Pour le directeur général du PQ, Bob Dufour, l'organisation sera prête pour la tenue d'élections avant l'été, bien que l'échéancier à mettre en place sera « passablement serré », convient-il. Aucune assemblée d'investiture n'est encore convoquée. Ce processus prend environ six semaines et pourrait s'amorcer à la prochaine réunion de la direction péquiste, à la mi-mars. Avec 77 députés, et plusieurs comités anglophones où le PQ présente des candidatures plutôt symboliques, seulement de 20 à 30 assemblées risquent d'être de véritables concours, explique-t-on dans les coulisses.

Les sondages internes du PQ montrent que les Québécois ne sont pas pressés d'aller aux urnes et penchent pour un scrutin automnal.

Mais plusieurs élus péquistes, les yeux rivés sur les sondages publics, tous favorables au PQ, prédisent un appel aux urnes plus rapide. « J'étais partisan du printemps 1999, mais avec ce que je vois, le plus tôt sera le mieux », a dit Rosaire Bertrand, député de Charlevoix. Responsable de l'organisation de la campagne électorale, le ministre Guy Chevrette a fait sa rentrée politique, mettant fin à trois semaines de réflexion sur son avenir. Il a été ovationné par les militants. Plus tard, il a précisé que son médecin lui avait conseillé de ne pas prendre les bouchées doubles d'ici Pâques. Selon lui, à compter du 1^{er} mai, tout sera en place pour des élections, tandis que M. Dufour parlait plutôt du 1^{er} avril.

Du point de vue parlementaire, la fenêtre électorale est assez réduite. Québec doit amender la loi électorale et tiendra en avril deux se-

maines de consultations sur le rapport de Pierre-F. Côté. Par la suite, il faudra rédiger, déposer et faire adopter un projet de loi, au plus tôt quelque part en mai, ce qui, avec une campagne de 33 jours, reporterait les élections en juin. Se posent alors d'autres problèmes, la période des examens des universités et des cégeps mobilisant une base d'organisation importante pour le PQ.

Pour Bernard Landry, « le PQ est prêt, mais la question est de savoir si c'est dans l'intérêt public de tenir ou non des élections ». Il est évident que « l'opinion publique est assez portante pour le gouvernement, mais ce n'est pas le seul critère, observe-t-il. On a vu que les électeurs n'aiment pas les élections inutiles », souligne M. Landry. Quand on lui rappelle que, selon un sondage, 54 % des gens souhaitent des élections au printemps, il constate « qu'il y en a un certain nombre (38 %) qui sont sceptiques ».

Pour le ministre Jacques Brassard, l'organisation péquiste est prête.

L'art de bouder



Stéphane Laporte

collaboration spéciale

Je boude. C'est dimanche matin. On est en train de déjeuner. Titi a dit quelque chose qui m'a froissé. Alors je boude. Depuis un gros dix minutes. Mais elle ne s'en est pas aperçue encore. Elle lit sa revue. Moi, je ne dis pas un mot. Quand on boude, on ne parle pas. Je mange ma rôtie. Le visage au neutre. Quand on boude, il ne faut pas avoir le visage choqué, ni enjoué. Il faut maintenir un faciès sans aucune expression. Comme la face de Daniel Johnson.

J'ai hâte que Titi arrête de lire parce que pour l'instant, je boude dans le beurre. J'attends. Finalement, elle baisse sa revue et me pose une question.

« Pis, qu'est-ce qu'on fait aujourd'hui ? »

Voilà ma chance. Il ne faut pas que je réponde trop vite. Quand on boude, il faut toujours, avant de parler, laisser passer un silence. Le silence du malaise. Un coup que le malaise est bien installé, je peux le rompre

en m'exprimant avec un petit ton sec. En étant le plus succinct et le plus vague possible...

« ... J'sais pas... »

— Ben qu'est-ce que t'as le goût ? »

Là, il ne faut surtout pas que je réponde que j'ai le goût qu'on aille chez Compucentre acheter des jeux vidéo. Quand on boude, on n'a le goût de rien. On ne se mouille pas. On est plate. Comme un Pepsi flat. Il faut faire sentir à l'autre qu'on n'existe plus. Qu'on est fermé. Qu'elle nous a éteint. Je réponds donc résigné...

« — C'est toi qui décides... »

— Ben, as-tu le goût qu'on aille voir Titi ?

— Si c'est ça que tu veux... »

— À moins qu'on aille magasiner des accessoires de cuisine ? »

Là, j'ai vraiment le goût de dire non. Tout, mais pas ça ! Mais je ne peux pas. Je boude. Et quand on boude, tout doit nous être égal.

« Ça ne me fait rien... »

Titi se rend compte que je ne suis pas dans mon état normal.

« Est-ce que ça va bien ? »

Je prends un air de martyr et je dis sur un ton détaché :

« Oui, pourquoi ? »

Puis je lâche un gros soupir. En levant les yeux au ciel. Là, c'est très clair. Titi vient de comprendre.

« Aie, tu serais-tu en train de bouder ? »

Enfin, elle s'en est aperçue ! Et ça semble lui faire quelque chose. Heureusement. Parce que bouder quand tout le monde s'en fout, c'est pas le fun. Demandez-le à Guy Chevrette ! Titi insiste.

« Réponds-moi ! C'est ça, han, tu boudes ? »

Bien sûr que je boude. Mais quand on boude, il ne faut surtout pas avouer que l'on boude. C'est la règle de base. Sinon, on perd toute crédibilité. Il ne faut pas le dire, mais il faut le faire sentir. Il faut donc que je réponde un non qui sous-entend un oui. Un peu comme les Québécois essaient de faire à chaque référendum. Je laisse passer le silence du malaise et je dis :

« ... Noon... »

— Tu boudes pas à cause de ce que je t'ai dit tantôt ?

« ... Noon... »

— Voyons, c'était juste des jokes, faut pas que tu t'en fasses avec ça. »

Ça va très bien. Mon boudage a fait son effet. Titi se sent coupable. Maintenant, il faut que j'use de doigté. Si je sais comment doser mon boudage, je peux obtenir plein de concessions de la partie adverse. Il ne faut donc pas que je relâche trop vite. Titi s'approche de moi et me joue dans les cheveux.

— Boude pas mon amour. Voyons donc ! Tu sais bien que je pensais pas ce que je disais. Aujourd'hui, on va faire ce que tu veux, O.K. ?

Je ne réponds pas. Je reste les bras croisés. Ça va très très bien. Plus je m'enferme dans mon triangle de glace plus Titi essaie de me réchauffer. Elle me donne des petits becs dans le cou. Je reste immuable. Elle me chuchote dans l'oreille.

— Mon amour, est-ce que ça te ferait plaisir qu'on aille chez Compucentre acheter des jeux vidéo ? »

Je suis fier de moi. Ça marche au fond. Là,

je devrais sortir de mon boudage et dire oui. J'ai obtenu le maximum qu'un petit boudin du matin peut faire obtenir. Le problème, quand on boude, c'est qu'on se laisse emporter dans l'euphorie du babouage. On finit par se croire. Aveuglé par la puissance que ça nous donne, on en veut trop. On ne se contente pas d'une médaille de bronze. On veut l'or. Ou rien. On veut que l'autre rampe à nos pieds. Tout nu. Ça n'arrive jamais. Surtout pas avec Titi !

Je m'entête donc à demeurer stoïque. Espérant en obtenir plus. Titi éclate !

« — Bon ben si tu veux pas répondre, tant pis pour toi ! Continue de bouder tout seul, moi je m'en vais au Club Price avec Carole. Salut ! »

Titi est partie. Je suis assis tout seul à la table de cuisine. Avec ma rôtie. Et ma face de Daniel Johnson. Je suis fru. Un boudeur hait être tout seul. Le boudage solitaire ne procure aucun plaisir. J'ai tout perdu. J'ai encore manqué mon coup. Le boudage, c'est un peu comme la menace d'une loi spéciale. Il faut la brandir à temps. Et surtout la retirer à temps. Je ne maîtrise pas très bien la technique. Chaque fois que je boude, c'est Titi qui gagne. Tandis que quand c'est elle qui boude, elle obtient tout ce qu'elle veut de moi.

Le pire dans tout ça, c'est que je ne me rappelle même plus ce que Titi a dit pour que je me mette à bouder. Non. Le boudage est un art beaucoup trop subtil pour les gars. Il faut laisser ça aux filles. Elle sont plus intelligentes que nous.

Je pense que je vais aller acheter des accessoires de cuisine pour me faire pardonner...

L'avertissement de Bouchard galvanise les libéraux

Johnson dévoile les thèmes qu'il compte développer jusqu'au jour J

MARIO FONTAINE

Le chef du PLQ, Daniel Johnson, a annoncé la couleur et livré un discours nettement préélectoral, hier, et cela même si les sondages favorisent le Parti québécois et que les fédéralistes sont divisés sur le renvoi du gouvernement Chrétien en Cour suprême.

Prenant la parole devant 300 organisateurs du parti à Drummondville, M. Johnson a en quelque sorte voulu donner la réplique au premier ministre Bouchard qui, vendredi soir, laissait planer la possibilité d'élections dès ce printemps. Désireux de montrer qu'il est prêt, le chef de l'opposition s'est employé à fixer les balises de l'argumentaire libéral en vue du prochain scrutin, énonçant les thèmes qui seront développés jusqu'au jour J :

□ M. Bouchard est comme la Tour de Pise : il penche toujours du même côté, celui de la chicane, de la division. Il utilise le renvoi fédéral comme écran à l'appauvrisse-

ment des Québécois, et la séparation pour faire oublier l'échec de son administration. Or les Québécois ne veulent pas de la séparation et la meilleure façon de ne pas avoir d'autre référendum, c'est de voter libéral ;

□ Lucien Bouchard soigne son image et son option, la séparation, au lieu de soigner les Québécois, de plus en plus inquiets de la qualité des soins de santé. La population est *insécurisée*, quoi qu'en disent les publicités du ministre Rochon ;

□ Les enfants n'ont même plus de crayons et de livres dans les écoles, et la ministre de l'Éducation, Pauline Marois, nie jusqu'à l'existence

du problème. Il faut corriger la situation, et augmenter en outre le nombre de jours en classe.

Ces thèmes, Daniel Johnson entend les reprendre à l'occasion notamment de tournées à travers le Québec qui vont se succéder au cours des prochains mois. « On sera plus présents dans les régions », confirme Pietro Perrino, responsable de l'organisation pour la prochaine campagne électorale.

La rencontre d'hier était prévue de longue date. Mais l'avertissement préélectoral lancé la veille par le premier ministre Bouchard a eu pour effet de galvaniser les troupes. L'échéance normale serait plutôt à l'automne, et le gouvernement a jusqu'à l'automne 1999 pour appeler le peuple aux urnes. La tentation est toutefois forte pour Lucien Bouchard de la devancer : il a vu sa cote monter grâce à sa gestion de la crise du verglas, et les péquistes sont gonflés à bloc à la suite des ratés de la stratégie fédérale de renvoyer la question du Québec à la Cour suprême.

En outre, un sondage Léger & Léger-Journal de Montréal accordait hier une avance de 7,6 points au Parti québécois sur le Parti libéral, et indiquait que plus d'un électeur sur deux souhaite des élections ce printemps. L'écart est encore plus considérable dans le CROP publié aujourd'hui dans *La Presse*, qui donne 14 points d'avance au PQ. Rappelons que, compte tenu de la concentration de son vote, le PLQ a besoin d'au moins trois points d'avance pour espérer l'emporter. Si des élections avaient eu lieu ce mois-ci, la débandade libérale aurait été totale. Daniel Johnson reste néanmoins confiant. La base est solide, dit-il, la situation est bien différente sur le terrain, comté par comté, que ce qu'indiquent les sondages. De bons candidats, des engagements électoraux intéressants et un financement adéquat feront la différence en faveur du PLQ, assure-t-il. Les organisateurs réunis hier à Drummondville ont d'ailleurs pour mandat de recueillir 2,5 millions au cours des prochaines

semaines, afin de compléter la cagnotte de la campagne libérale qui doit être au minimum de 3,75 millions, idéalement de 4,5 millions.

Mais avant de penser élections il faudra d'abord amender la Loi sur les consultations populaires et les référendums, dont certains articles sur le financement ont été invalidés il y a quelques mois par la Cour suprême. De tels amendements requièrent l'approbation unanime de l'Assemblée nationale. Daniel Johnson n'y voit pas un gros problème et croit que la question se réglera comme c'était toujours le cas jusqu'à ce que, dit-il, Guy Chevrette devienne ministre responsable de la Réforme électorale.

Bien que personnellement écorché et ridiculisé dans le dernier numéro de l'influent hebdomadaire britannique *The Economist*, M. Johnson maintient le cap tout en admettant « qu'il n'y a rien de drôle là-dedans ». Il n'y voit rien de nouveau sinon que le journaliste, en se référant à la crise du verglas, « est juste un mois en retard ».

Le PQ pourrait recourir à la clause nonobstant

DENIS LESSARD

« Si nécessaire », le gouvernement du Québec devra utiliser la clause nonobstant pour protéger la loi référendaire, ont décidé hier les militants péquistes, donnant les coudées franches à Lucien Bouchard.

In extremis, un apparatchik du PQ, le vice-président Gilles Grenier, a suggéré un amendement à une résolution soumise au conseil général du PQ, et qui exigeait l'utilisation de la clause dérogatoire pour soustraire la loi électorale et la loi référendaire de l'application de la Charte canadienne des droits.

La résolution issue du comté de Maskinongé réclamait que Québec utilise la clause nonobstant. Les militants ont unanimement accepté qu'on ajoute « si nécessaire », désamorçant l'affrontement qui se dessinait entre la ligne dure et les dirigeants du PQ. Quelques jeunes — dont le président du Comité national des jeunes, Frédéric Dubé — sont venus au micro défendre le recours à cette clause, un recours légitimé par les manoeuvres d'Ottawa en Cour suprême, plaident-on.

La clause dérogatoire avait été proposée par Pierre Trudeau, lors du rapatriement de la Constitution en 1991, a rappelé M. Dubé.

Dans une prise de position surprenante — le gouvernement Bouchard n'a pas encore dit qu'il n'utiliserait pas la clause dérogatoire — le ministre de la Justice, Serge Ménard, s'est catégoriquement opposé au recours au nonobstant, pourtant utilisé par le gouvernement Bourassa en 1988 pour interdire l'affichage en anglais. Lucien Bouchard est, dit-on, fermement opposé au nonobstant, mais certains ministres, dont Bernard Landry, y sont favorables.

« Le recours à cette clause est inutile, contraire à nos objectifs et risque de ternir notre image », dit

M. Ménard. Pour lui, la Cour suprême a invalidé des aspects bien accessoires de la loi référendaire. On suggère permettre davantage d'activités aux groupes qui ne se reconnaissent pas dans les parapluies du OUI ou du NON.

En outre, recourir au nonobstant est aussi « dangereux » parce que les Chartes sont associées aux libertés et décider d'en faire fi donnera des munitions, sur la scène internationale, aux adversaires de la souveraineté du Québec.

Les délégués ont aussi appuyé unanimement des propositions enjoignant à Québec de légiférer pour éliminer les « clauses orphelines » des conventions collectives des dispositions qui font que les employés les plus jeunes n'ont pas des conditions de travail équivalentes à celles de leurs aînés.

Le doyen des députés péquistes, Camille Laurin, élu de Bourget, a souligné que beaucoup avait été fait pour éliminer ces dispositions. « Mais les recoins, dit-il, ont été oubliés et il faudrait faire le ménage. »

Dans le même esprit, les délégués ont appuyé l'idée d'une « politique du travailleur autonome », qui permettrait à ces employés de profiter d'un congé parental et d'obtenir les protections prévues par la CSST. Sur une base volontaire ces employés — souvent des jeunes — pourraient contribuer à la Régie des rentes.

Les péquistes ont aussi appuyé, quasi unanimement, une résolution qui demande à Québec de « prendre immédiatement les mesures nécessaires concernant la reconnaissance des droits de conjoints de même sexe » une disposition qui se trouve d'ailleurs dans le programme du PQ. Pour André Boisclair, ministre responsable des Relations avec les citoyens, de telles dispositions existent déjà dans les régimes de retraite d'Air Canada et de la Banque Nationale et le gouvernement du Québec devrait aller dans la même direction.

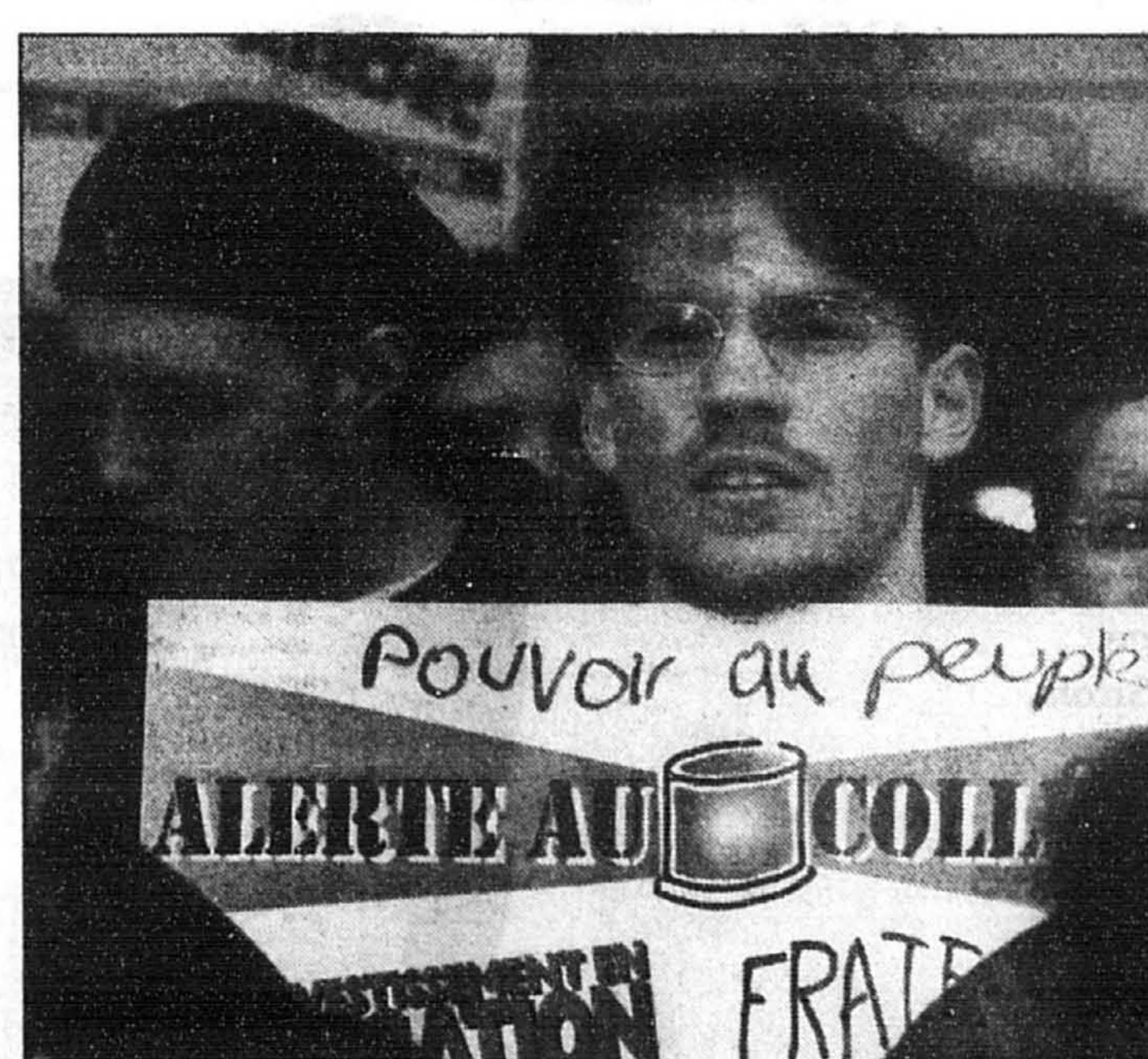


PHOTO ALAIN ROBERGE, La Presse

Forum sur le budget

Environ 150 élèves et enseignants de cégep ont manifestés hier devant l'hôtel Radisson à Montréal afin de forcer le gouvernement Bouchard à renoncer à son projet d'imposer de nouvelles compressions budgétaires. Au cours du week-end, au cégep du Vieux-Montréal, les mêmes collégiens tiennent un forum à ce sujet, organisé par une coalition formée des élèves, des enseignants et du personnel de soutien.

Ottawa presse les Canadiens de quitter les pays du Golfe

Presse Canadienne

Ottawa exhorte les Canadiens qui se trouvent actuellement au Koweït, en Jordanie et en Israël à quitter les lieux, de crainte que l'Irak n'use de représailles si les États-Unis décident d'attaquer Bagdad.

« Si votre présence dans l'un ou l'autre de ces pays n'est pas essentielle, vous devriez songer à quitter les lieux de la façon la plus sécuritaire possible », a déclaré hier à Ottawa Mme Sophie Legendre, porte-parole du ministère des Affaires étrangères.

Le Canada a également recommandé à ses citoyens d'annuler tout voyage qu'ils pourraient son-

ger à entreprendre dans la région du golfe Persique. « Comme l'Irak ne tient pas compte des résolutions des Nations unies, la situation qui prévaut actuellement dans la région pourrait se détériorer rapidement sans avertissement », peut-on lire dans un avis publié par le ministère canadien des Affaires étrangères.

Le message, qui est daté du 11 février, invite les Canadiens à quitter le pays immédiatement. L'avis recommandant aux Canadiens de reporter à une date ultérieure tout voyage en Irak est en vigueur depuis 1993.

Selon le ministère des Affaires étrangères, 1736 Canadiens sont actuellement inscrits à l'ambassade

canadienne au Koweït. En Israël, on compte 2205 Canadiens, alors qu'il y en a 603 en Jordanie ; moins de 50 sont inscrits à l'ambassade en Irak.

« S'il y a des Canadiens qui craignent pour leur sécurité, qu'ils communiquent avec les ambassades », dit Mme Legendre. Nous suivons la situation de très près. »

Les États-Unis ont offert vendredi aux familles de ses diplomates postés au Koweït et en Israël de revenir au pays aux frais du gouvernement s'ils le désiraient.

L'ambassadeur du Canada au Koweït, Terence Colfer, a indiqué que les familles des diplomates canadiens au Koweït avaient pu profiter d'une offre semblable, mais que la plupart ont refusé.

Votre page Web de **A** à **Z**

Pour se brancher du bon pied!

STEVE PROULX
mécanicien en chef de la
Course BRANCHEZ-VOUS!


Après quelques pas sur Internet, vous décidez enfin de vous lancer dans la création de VOTRE page Web! Vous êtes passionné des tarentules et voulez faire connaître votre hobby à toute la planète? Ou peut-être désirez-vous simplement un site pour parler de vous et diffuser votre curriculum vitae? Quel que soit votre motif, toutes les raisons sont bonnes pour avoir « pignon sur Web! »

La Course BRANCHEZ-VOUS I, en association avec *La Presse*, vous propose « Votre page Web de A à Z », une série de 12 chroniques pratiques qui vous aideront à créer votre page personnelle. Ces chroniques, rédigées par de jeunes « cracks » du Web, vous expliqueront comment faire votre page Web, de sa conception jusqu'à sa mise en ligne. Chaque dimanche à compter du 1^{er} mars, dans *La Presse*, découvrez étape par étape, les maintes facettes de la création d'une page Web.

Le lecteur de « Votre page Web de A à Z » devra être branché sur Internet et, évidemment, savoir naviguer sur Internet! Les chroniqueurs essayeront d'être aussi précis que possible de sorte que tous puissent aisément se lancer dans l'aventure. Toutefois, pour ceux qui ne seraient pas encore branchés, voici quelques petites choses pratiques qu'il faut savoir avant de sortir son porte-monnaie...

Se brancher du bon pied

Pour se brancher sur Internet, il est primordial de posséder un modem. Le modem, qui fonctionne la plupart du temps avec votre ligne téléphonique, est standard dans certains ordinateurs, mais doit être acheté à part la plupart du temps. Sachez reconnaître la vitesse de votre modem: plus celui-ci est rapide, plus vos pages s'affichent rapidement mais, plus il est dispendieux! La vitesse la plus courante est 28,8 kilobits par seconde (Kbps).



COURSE. BRANCHEZ-VOUS .COM

Une initiative du Collège du Bois-de-Boulogne


La plus sportive invention MEDIA

Le grand site web des 15-23 ans qui sont à l'heure des choix

RESTEZ BRANCHÉ!

- Découvrez chaque jour les dernières nouvelles d'Internet sur le site [BRANCHEZ-VOUS!](http://www.branchez-vous.com) sur le Web.
- Lisez le Magazine BRANCHEZ-VOUS!
- Abonnez-vous gratuitement au Bulletin BRANCHEZ-VOUS! par courrier électronique.
- Écoutez les soirs de la semaine BRANCHEZ-VOUS! @ RADIO ROCK-DÉTENTE

Avec le soutien financier de



Les métiers du 21^e siècle

Cette semaine

- 17 février: le lancement officiel!
- La liste officielle des ÉQUIPES!
- Rien que sur une roue!
- Des prix d'une valeur de plus de 10 000 \$
- Comment suivre la Course

Quel que soit votre motif, toutes les raisons sont bonnes pour avoir « pignon sur Web! »
Chaque dimanche, découvrez étape par étape les facettes de la création d'une page Web.

Toutefois, les nouveaux acheteurs d'ordinateurs choisissent aujourd'hui un modem 33,6 ou même 56 Kbps.

Pour les Jacques Villeneuve du Net, le nec plus ultra en matière de branchement est le modem-câble ainsi que le service LNPA. Le premier fonctionne avec le câble plutôt qu'avec les lignes téléphoniques. Quant au service LNPA (Ligne Numérique à Paire Asymétrique) offert par les compagnies de télé-

phone, il n'est pas disponible partout, mais il permet de transmettre des données sur des lignes téléphoniques ordinaires environ 75 fois plus rapidement qu'un modem analogique 28,8 Kbps! Ces technologies, quoique impressionnantes, restent encore très dispendieuses.

Pour donner à votre ordinateur l'accès à Internet, vous devez faire appel à un fournisseur d'accès. Le fournisseur d'accès vous vend du temps d'utilisation

d'Internet. Il est important de consulter un fournisseur d'accès en qui vous pouvez avoir confiance. Les coûts d'utilisation d'Internet varient d'un fournisseur à l'autre. Les fournisseurs ont chacun leurs tarifs particuliers qui peuvent varier, par exemple, entre 26,95 \$ par mois pour un accès illimité et 9,95 \$ pour 5 h par mois. Magasinez et trouvez le forfait qui vous convient!

COURSE. BRANCHEZ-VOUS .COM

Les chroniques de « Votre page Web de A à Z » sont présentées dans le cadre de la Course BRANCHEZ-VOUS! une compétition sur Internet qui amène les participants à créer et animer un site Web pendant 4 mois. Cette année, 9 équipes formées d'étudiants du niveau collégial de tout le Canada, prennent part à la compétition. Ce sera pour certains participants la première fois qu'ils auront à créer un site Internet.

Posez vos questions

Pour compléter votre formation, vous pourrez surfer sur le site de la Course BRANCHEZ-VOUS! dans la section « Arrêt au Puits ». Un forum de discussion est mis à la disposition de tous. Posez vos questions aux rédacteurs sur l'un ou l'autre des sujets traités dans les chroniques et demandez-leur des conseils sur tous les points qui vous semblent nébuleux quant à la conception de votre page Web!

Parlons Web

Web: en anglais, web signifie toile. Observez une toile d'araignée: tous les petits fils sont reliés entre eux pour former la toile. C'est la même chose avec Internet, des ordinateurs reliés ensemble pour former une grande toile!

Modem: vient des mots « modulateur » et « démodulateur ». Primordial pour se brancher sur Internet, le modem permet la réception et l'envoi de données informatiques.

Où aller

La Course BRANCHEZ-VOUS!
<http://www.branchez-vous.com>
Sympatico
<http://www2.sympatico.ca>
Services Internet de Vidéotron
<http://residential.videotron.com>

La Toile du Québec
<http://www.toile.qc.ca>
BRANCHEZ-VOUS! sur le Web
<http://www.branchez-vous.com>
Steve Proulx, mécanicien de La Course BRANCHEZ-VOUS!
course@branchez-vous.com

Vrai ou faux?

C'est ce que tenteront de trouver les invités :

Andrée Boucher,
François Morency,
Francis Reddy,
Simon Durivage
et Richard Z. Sirois.

Une émission à la limite de l'incroyable avec
Michel Barrette

PLANÈTE EN FOLIE

Ce soir
19h

Service F1 pour voiture sport



Ce soir
c'est à vous de jouer!

TVA



Deuxième au classement avant l'émission d'hier, Dominic Desjardins voudrait bien oublier la course dans la Course, mais il n'y arrive pas.

La Course de Dominic Desjardins

Un comédien qui vit un voyage pas toujours drôle

CHARLES GRANDMONT

Premier arrêt : le Japon, deux mois avant les Jeux olympiques.

Dominic Desjardins, 24 ans, est gonflé à bloc. Un peu nerveux aussi car il paraît que les *gaijins* ont la vie dure là-bas. Un reportage sur des arbres centenaires menacés par une autoroute lui vaut une caméra d'or, la première de la Course Destination Monde de 1998. La fierté pétille dans ses yeux et le Japon n'est pas si dur qu'on le lui avait dit.

Arrive la Chine. Le moral commence à dégringoler. « Passer du Japon à la Chine, c'était comme passer d'une pièce de Racine à une pièce de Samuel Beckett », dit-il.

La comparaison n'est pas fortuite. Dans une vie qui lui semble bien loin aujourd'hui, c'est-à-dire l'an dernier, Dominic apprenait son métier de comédien sur les planches du Conservatoire national supérieur d'art dramatique de Paris, où il est le seul Canadien jamais accepté comme étudiant régulier. Né à Montréal, il a grandi à Québec avant de partir étudier dans la Ville lumière avec un sac à dos comme seul bagage.

Après une escapade au Tibet, il fuit le chaos chinois en filant vers le sud, au Viêt-nam. Manque de chance, son spleen l'a suivi jusqu'à Hanoï. Pendant que le Québec digère sa dinde du Nouvel An, Dominic n'arrive pas à avaler la boule qu'il a dans la gorge. « J'avais per-



de mes références, j'ai eu une passe un petit peu déprimante », dit-il pudiquement.

Il doit produire un film pour alimenter le studio à Montréal, mais le cœur n'y est pas. « Je n'avais pas de sujet précis et je me suis retrouvé à faire un film sur une maison où il y avait des artistes. Ce n'était pas le genre de reportage que j'aurais fait. C'était plus émotif que journalistique et j'avais peur de me décevoir. »

Parti avec un scénario mental précis sur ce que la Course allait lui faire vivre, il doit tout jeter à la poubelle. Sa bulle éclate, pour son plus grand bien. « À partir du moment où tu voyages, il faut que tu sortes de ta tête. Avant le Viêt-nam, je pensais que je devais me retirer du monde pour faire un film et je commençais à vivre avec les gens seulement quand le film était parti. »

Comme aux Jeux

Son film au Viêt-nam lui vaut une caméra d'argent, la confiance revient. Mais l'idée de faire une course, avec ses gagnants et ses perdants, commence à l'énerver. « (La réalisatrice) m'avait dit qu'il

n'y avait plus de juges, mais je ne suis pas capable de m'ôter de la tête qu'il y a un invité en studio qui va juger mon film, comme si j'étais aux Olympiques. J'ai l'esprit trop compétitif. »

Les coups de fil à la famille n'arrangent rien. « J'appelais ma mère et elle me disait que je méritais une caméra d'or. C'était ben gentil, mais tabarouette, lâchez-moi ! J'essayais de lui expliquer que je faisais un beau voyage, mais ça revenait tout le temps. Je pense que je vais appeler moins souvent... »

Depuis le creux au Viêt-nam, le moral de Dominic a rebondi. Quand *La Presse* lui a parlé il y a deux semaines, il s'appretait à se rendre à l'aéroport de Delhi pour accueillir François Péloquin, chez qui il a demeuré l'été dernier. Il allait passer sa première soirée avec quelqu'un de familier depuis deux mois et demi.

Le lendemain, il partait pour Moscou. Peu après, direction Saint-Petersbourg pour tourner un film en duo avec Yves-Christian Fournier. Ensuite, un petit tour au Portugal, en Argentine et au Chili, et finalement le retour au Québec à la fin d'avril. « Il me reste encore plusieurs semaines de course, mais j'ai comme l'impression qu'il y a quelque chose qui se termine. Ça me fait un peu de peine de partir de l'Asie parce c'est une partie du monde où j'ignorais ce qui m'attendait. J'ai l'impression que je vais avoir moins de surprises dans le reste de la Course. »

Ça reste à voir.

Un monde d'économies

Tarifs aller et retour à partir de Montréal

Canada*

Toronto 149\$	Québec 159\$	Rouyn/Noranda 189\$	Val d'Or 189\$
Bagotville 209\$	Baie Comeau 239\$	Sept-Îles 259\$	Gaspé 279\$
Halifax 289\$	Winnipeg 289\$	Calgary 319\$	Vancouver 339\$

Valide jusqu'au 12 mars 1998. Demandez aussi nos tarifs avantageux, du 13 mars au 13 juin 1998.

Les États-Unis*

New York 222\$	Chicago 280\$	Miami 333\$	Orlando 371\$
	Dallas/Fort Worth 429\$	San Francisco 527\$	

Valide jusqu'au 13 juin 1998.

Le monde*

Mexico 399\$ 27 fév. - 13 juin 1998	Londres 499\$ 27 fév. - 31 mars 1998	Rome 836\$ 1 - 31 mars 1998	Sao Paulo 1081\$ 27 fév. - 13 juin 1998
Buenos Aires 1182\$ 27 fév. - 13 juin 1998	Hong Kong 1207\$ 27 fév. - 30 avril 1998	Fiji 1499\$ 1 ^{er} mars - 13 juin 1998	

American Airlines

BRITISH AIRWAYS

Canadien

Inter-Canadien
Canadien
Régional

Partez vers la destination de votre choix et faites le plein d'économies en réservant votre vol Canadien International d'ici au 3 mars 1998.



De plus, lorsque vous utilisez votre carte Visa Canadian Plus[®] du Groupe Financier Banque Royale[®] pour votre réservation, vous gagnez des points Canadien Plus pour chaque dollar dépense. Pour faire une demande de carte Visa Canadian Plus du Groupe Financier Banque Royale, appelez au 1 800 ROYAL 4-7.

Faites-en la demande aujourd'hui et recevez 2 500 points gratuits en prime!

Économisez en réservant dès maintenant. Appelez Canadien International au (514) 847-2211 ou au 1 800 363-7530 ou votre agent de voyages dès aujourd'hui.

Canadien

Pour voyager comme vous l'aimez

www.cdnair.ca

Les tarifs sont valides au moment d'aller sous presse et ne s'appliquent qu'aux nouvelles réservations. Tarifs sujets à approbation du gouvernement. Les taxes et les frais d'aéroport ne sont pas inclus. L'achat des billets doit se faire le 3 mars au plus tard pour la période de voyage allant du 27 février au 12 mars 1998. *Les billets doivent être achetés 7 jours à l'avance, sauf minimum/maximum et d'autres conditions s'appliquent. Les billets sont non remboursables à 100%. Certaines périodes d'interdiction s'appliquent. Sièges en nombre limité et distribués selon leur disponibilité. Certaines restrictions quant au jour de la semaine et aux heures de départ peuvent s'appliquer. Les tarifs peuvent varier selon l'heure et la date de départ et de retour. American Airlines est une marque déposée de American Airlines, Inc. Canadien, Canadien Régional et Inter-Canadien sont des marques déposées des Lignes aériennes Canadien International Itée. Marque déposée de la Banque Royale du Canada. Pour les besoins de ce programme, le Groupe Financier Banque Royale représente uniquement la Banque Royale du Canada, la Compagnie du Trust Royal et la Corporation du Trust Royal du Canada. *Banque Royale du Canada et Lignes aériennes Canadien International Itée, sont des marques déposées.

Actualités

Réseau Montréal en voie de devenir parti

ERIC TROTIER

Réseau Montréal (RM), ce mouvement politique de la « troisième voie » qui regroupe les dissidents du Rassemblement des citoyens de Montréal (RCM), a fait un pas de plus hier dans l'élaboration de sa plate-forme politique.

Après avoir dressé un constat de la piètre situation financière à Montréal, une quarantaine de personnes ont discuté de « pistes de solution » pour remettre la ville sur pied. Ils ont aussi décidé de rencontrer les candidats à la mairie intéressés à se présenter sous la bannière de Réseau Montréal.

« Nous nous sommes entendus sur les enjeux principaux; les gens estiment que pour redresser Montréal, il faut un élargissement de la CUM, une augmentation de son assiette fiscale et une réforme importante des services municipaux », a expliqué Michel Lemay, organisateur de ce mouvement et ex-président du RCM qui a claqué la porte de son ancien parti, dans la tourmente de la fin de l'automne dernier.



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, La Presse
Pour Michel Lemay, la voie est toute tracée pour faire de Réseau Montréal une formation qui viendra jouer dans les plates-bandes du RCM aux élections de novembre prochain.

Mais avant de préciser la ligne de pensée du mouvement politique naissant, les militants réunis hier

dans un hôtel de la métropole ont convenu de rencontrer les éventuels candidats à la mairie qui son-

gent à se positionner avec la « troisième voie ».

Pour l'instant, a dit Michel Le-

may, Réseau Montréal n'est qu'un « mouvement » politique, mais il est clair que la voie est toute tracée pour en faire un « parti » qui viendra jouer dans les plates-bandes du RCM aux élections de novembre prochain.

Parmi ceux qui seront invités à présenter leurs idées aux militants de Réseau Montréal, on compte déjà Jean Doré (qui n'était pas à la réunion d'hier, mais qui a rencontré Michel Lemay à quatre reprises, le mois dernier), Conrad Sauvé, président de la régie régionale de la santé et des services sociaux de Montréal-Centre (lui non plus n'était pas là hier, mais son premier supporter, John Gardiner, s'y trouvait), Helen Fotopulos, conseillère indépendante (qui a démissionné du RCM au mois de décembre et qui a annoncé vendredi qu'elle songeait sérieusement à se porter candidate à la mairie).

Des trois, seule Mme Fotopulos était présente. « Je fais du shopping! » a-t-elle lancé à la blague. « En fait, je n'ai pas encore fixé mon choix pour les prochaines élections; je suis en pleine réflexion... »

Un autre conseiller indépendant démissionnaire du RCM, Michael Applebaum, ainsi qu'un ex-conseiller de Vision Montréal, Martin Lemay, ont participé au débat d'hier.

Prescott proposerait une nouvelle taxe aux villes de la grande banlieue de Montréal

ERIC TROTIER

S'il est élu à la mairie de Montréal aux élections de novembre prochain, le candidat à l'investiture du RCM Michel Prescott proposera une nouvelle « taxe régionale » aux villes de la grande banlieue de Montréal, afin de financer les infrastructures de la métropole dont tous les Québécois profitent.

« Toutes les municipalités de la banlieue ont un taux de taxation moins élevé qu'à Montréal et cela

s'explique par le fait que Montréal doit financer les activités de développement économique de la métropole, ainsi que toutes les infrastructures culturelles et touristiques », a expliqué M. Prescott à La Presse au terme d'un débat entre lui et son adversaire à la direction du RCM, Thérèse Daviau.

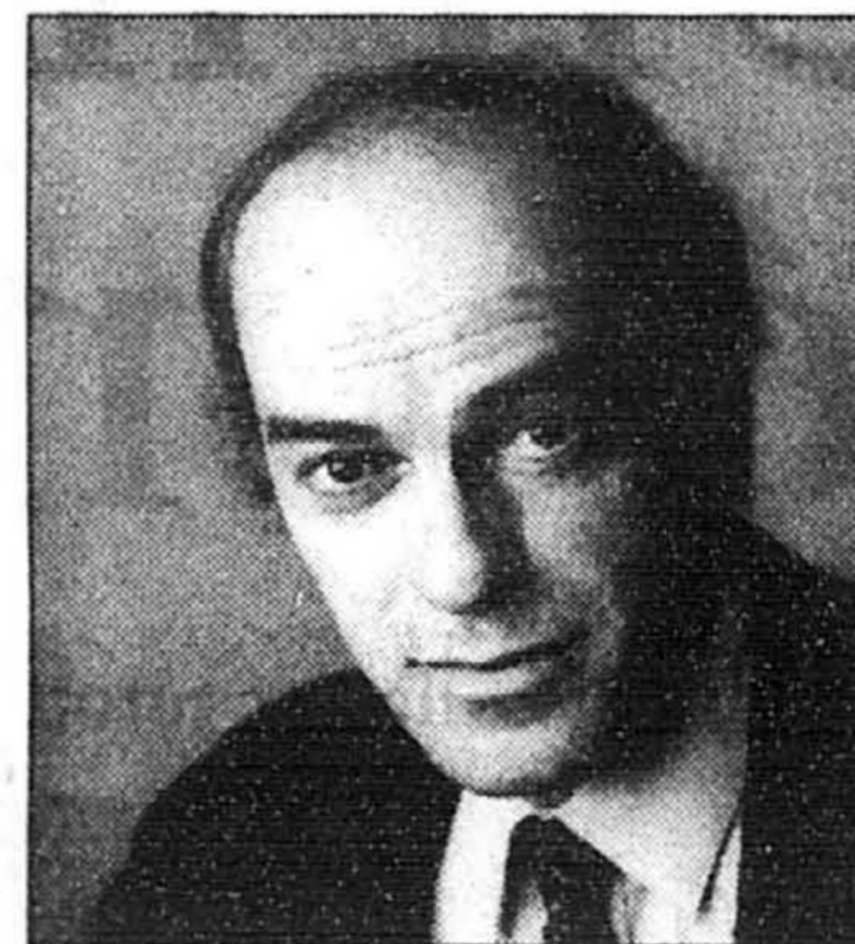
M. Prescott mettrait en branle son projet de taxe régionale dès son accession à la mairie de Montréal, d'abord en convainquant les maires de Laval et des villes de la Rive-Sud de Montréal de faire partie de la CUM: « Je sais que ce ne sera pas facile à faire accepter, mais je crois qu'il est temps que les maires de banlieue mettent leurs visions rétrogrades du monde municipal de côté. Ils se tirent dans le pied en faisant continuellement concurren-

ce à Montréal plutôt qu'en travaillant avec nous. Je veux entamer avec eux une profonde réflexion sur le sujet... »

Selon lui, pour faire accepter de plein gré aux banlieues une « taxe régionale » visant à financer une partie des infrastructures montréalaises, il suffirait d'invoquer un éventuel coup de force de Québec: « Plusieurs politiciens ont demandé à Québec d'intervenir dans ce dossier (le maire Bourque, notamment). Mais quand on y pense, avec les compressions de 6% du ministre Trudel, on voit ce que ça donne quand Québec force les municipalités. Moi je crois que les banlieues seraient prêtes à négocier de bonne foi. » Au cours de cette assemblée qui a réuni une cinquantaine de militants du RCM de l'est de Montréal, Thérèse Daviau a lancé un appel à la solidarité et à la mobilisation des Montréalais. « Je lance cet appel parce qu'il est impossible pour une seule personne (à la mairie) de passer à travers tous les problèmes de Montréal », a déclaré Mme Daviau.

À l'instar de son adversaire, Mme Daviau déplore elle aussi que la Ville de Montréal doive assumer les coûts des équipements culturels et touristiques qui servent à tout le monde. Aussi, elle croit que la réponse aux problèmes de la Ville se trouve dans la diversification de son assiette fiscale.

« Montréal est le cœur économi-



Michel Prescott



Thérèse Daviau

que du Québec et cette ville contribue grandement à remplir les coffres du gouvernement. La Ville ne pourrait-elle pas recevoir une redevance sur ce qu'elle génère? » plaide-t-elle, avant d'ajouter: « Le premier ministre Bouchard a dit qu'il ferait de Montréal sa priorité après les prochaines élections. Nous devons nous assurer que M. Bouchard convainque le reste de son équipe afin que Montréal obtienne enfin une pleine reconnaissance de Québec. »

De façon plus pragmatique, les deux candidats se sont tous les deux engagés à abolir la surtaxe sur les immeubles commerciaux,

une fois élus. Ils ont aussi promis de renforcer les conseils de quartier, Michel Prescott allant même jusqu'à proposer la mise sur pied de référendums locaux pour régler certaines questions spécifiques.

Intitulée Participation Montréal, l'assemblée publique d'hier a été organisée à l'initiative de l'ancien président du RCM Michel Lemay, qui a démissionné avec fracas à la fin de l'automne pour former un nouveau parti politique municipal. Le RCM doit tenir six autres forums de quartiers, d'ici le 15 mars, dont un aujourd'hui à l'église Saint-Jean-de-la-Croix, au 6657, boulevard Saint-Laurent.

"Souviens-toi s'en!"

Le Salon de la moto de Montréal

20-21-22 février 1998
Palais des Congrès de Montréal

Le plus prestigieux salon de la moto au Canada vous présente un étage complet de B.M.W, Buell, Ducati, Harley-Davidson, Honda, Kawasaki, Suzuki, Triumph, Yamaha et autres.

Tourisme, sport, custom, cruiser, double-usage, sentier, motocross et VTT. "Trikes", motos d'accélération, antiques, modifiées et personnalisées. Accessoires et vêtements spécialisés. Vente de produits sur place: "Payez et emportez".

Heures d'ouverture:
Vendredi 20 février de 12h à 22h
Samedi 21 février de 10h à 22h
Dimanche 22 février de 10h à 17h

Admission: \$8.50

Consultez des spécialistes: manufacturiers, distributeurs, accessoires, concessionnaires, ateliers de réparation, assureurs, écoles de conduite, chrome, peinture, assistance routière, clubs, associations et encore plus!

Revivez l'époque 1975-1985: Les années d'or de la moto au Québec. Voyez la musée souvenir "Souviens-toi s'en!" présenté par CKOI-FM. Rencontrez Peter Hoogveen qui a dévoré 20,000 km en 11 jours, à travers l'Amérique, pendant son Iron Butt Rallye.

UNE COLLABORATION OFFICIELLE DE:

PRODUIT PAR: Turbopress Inc. POUR LE: CKOI-FM 95.2 MHz

loto-québec résultats

6/49	Tirage du 98-02-21	6 22 25 26 37 43	Numéro complémentaire: 28
Quebec 49	Tirage du 98-02-21	GAGNANTS	LOTS
5 13 28 41 42 47		6/6 0 1 000 000,00 \$	50 000,00 \$
Numéro complémentaire: 36		5/6+ 1 500,00 \$	500,00 \$
		5/6 16 50,00 \$	50,00 \$
		4/6 1 293 5,00 \$	5,00 \$
		3/6 23 870	
		Ventes totales: 682 526,00 \$	Prochain gros lot (approx.): 1 000 000,00 \$

Banco	Tirage du 98-02-21	5 9 11 12 13	19 22 24 27 29	30 32 40 44 47	49 51 52 56 65
Quintuplé	Tirage du 98-02-21	3 4			
Extra	Tirage du 98-02-20	NUMÉRO: 539418			
Extra	Tirage du 98-02-21	NUMÉRO: 958356			

SUPER 7	Tirage du 98-02-20	19 23 25 26 31 35 40	Numéro complémentaire: 17
		GAGNANTS	LOTS
		7/7 0 8 500 000,00 \$	99 818,20 \$
		6/7+ 2 3 797,40 \$	164,00 \$
		6/7 46 10,00 \$	10,00 \$
		5/7 3 804 10,00 \$	10,00 \$
		4/7 84 934 10,00 \$	10,00 \$
		3/7+ 82 152	partic. grat.
		3/7 720 284	

Ventes totales: 10 699 046,00 \$
Prochain gros lot (approx.): 10 000 000,00 \$

TVA: le réseau des tirages de Loto-Québec

La possibilité d'encassement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

LIQUIDATION TOTALE DES STOCKS! ÉCONOMISEZ JUSQU'À 80%

Valeur de 5 000 000\$ A LIQUIDER!

MARMITE 16 PINTES GRATUITE! A l'achat de la batterie Milano Valeur de 1998!	Batterie 10 pièces Cuisine Internationale Milano En acier inox 18 / 10, fond triple couche 24999 Cour. 599,99
Coutellerie 44 pièces pour 8 5999 Cour. 129,99	499 Verres Granita pour toutes occasions Jeu de 4 12,99 Cour. 12,99
Ensemble Ultimate Organizer 27 pièces 1999 Cour. 29,99	Tasses à café et soucoupes assorties A compter de 599 Cour. jusqu'à 17,99
Poêles anti-adhésives 2499 Cour. 49,99 Ens. de 3	Cadres pour photos (dimensions et modèles variés) A compter de 399 Cour. jusqu'à 24,99

BENIX & CO. 7335, BOUL. DÉCARIE angle Jean Talon face à la station Namur

3213, AUTOROUTE 440 Chonfedey, en face du Carrefour Laval, à côté de Yellow Plus

IMPORTATEURS D'ARTICLES MÉNAGERS DE QUALITÉ LUN.-MERC. 10 H - 18 H JEU.-VEND. 10 H - 21 H SAM. 9 H - 17 H DIM. 10 H - 17 H

Le G7 annonce un plan de prêts à court terme pour les économies asiatiques

d'après AP
LONDRES

À l'initiative des États-Unis, un programme de plusieurs millions de dollars de crédit commercial à court terme au bénéfice des économies asiatiques a été annoncé hier lors de la réunion des ministres des Finances du G7 à Londres.

Pour la première fois depuis le début de la crise qui frappe depuis sept mois les pays du Sud-Est asiatique, les ministres des Finances et les gouverneurs des banques centrales des pays membres du G7 (États-Unis, Japon, Allemagne, France, Grande-Bretagne, Canada, et Italie) s'étaient réunis pour évoquer la situation financière en Asie.

Pour pallier le refus des banques privées

Dans un communiqué publié après la rencontre, les membres du G7 ont estimé que les effets de la crise asiatique sur la croissance mondiale en 1998 devraient être « gérables », mais « tant que les pays asiatiques concernés se lancent dans les réformes et que le reste du monde leur réponde de façon appropriée ».

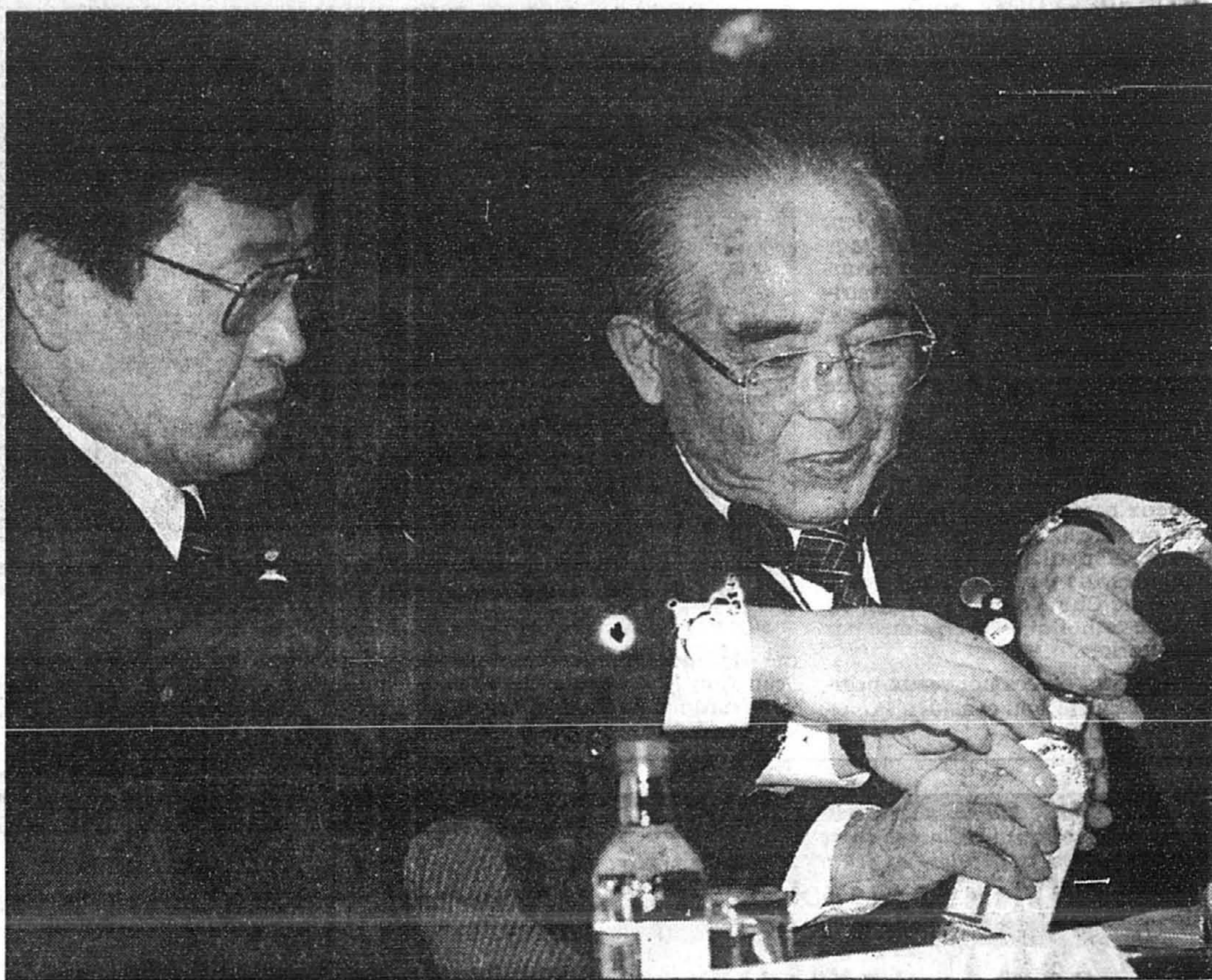
Le plan a été annoncé par James H. Harmon, président de la Banque d'import-export du gouvernement américain, et Fuminiko Kato, chef de l'agence japonaise de crédit à l'exportation. Il s'agit de pallier le refus des banques privées d'octroyer des prêts à court terme aux économies asiatiques atteintes par la crise, qui affecte de ce fait leurs perspectives de reprise ainsi que le commerce avec l'Occident.

James Harmon n'a pas donné de chiffre global pour ce programme mais précisé que la Banque d'import-export avait accepté de relever le crédit commercial à court terme de 50 millions de dollars à 750 millions, peut-être un milliard de dollars. « Nous devons remplir le vide quand le secteur privé n'est pas disponible », a-t-il déclaré en ajoutant « mais c'est une chance, car la région va se remettre ».

La déchéance de l'économie japonaise

Auparavant, le secrétaire américain au Trésor Robert Rubin avait rencontré son homologue japonais Hikaru Matsunaqa auquel il avait fait part de ses préoccupations face à la défaillance de l'économie japonaise.

M. Matsunaqa a ensuite rapporté à la presse qu'il avait présenté à M. Rubin le plan de relance économique annoncé la veille par le gouvernement japonais, y compris des réductions fiscales, et que le secrétaire américain n'avait pas demandé de mesures supplémentaires.



Le ministre japonais du Travail, Takuji Yanagimoto, à gauche, et le ministre des Finances, Hikaru Matsunaqa, ont dû unir leurs efforts pour ouvrir une bouteille d'eau, hier, à Londres.

L'anthrax saisi à Las Vegas n'est pas mortel

d'après AP
LAS VEGAS

L'agent bactériologique saisi sur deux militants d'extrême droite interpellés jeudi à Las Vegas n'est pas mortel et n'a rien à voir avec de l'anthrax à usage militaire, a annoncé hier le FBI.

Des tests pratiqués dans un laboratoire de l'armée américaine situé à Fort Dietrick (Maryland) prou-

vent qu'il s'agit d'une forme d'anthrax utilisée dans des vaccins pour animaux. Le produit saisi à Las Vegas « n'est pas capable de produire les toxines que l'anthrax normal produirait », a expliqué un responsable fédéral interrogé à Washington.

Cependant, l'armée américaine continue de tester d'autres matériaux saisis dans l'Ohio dans des maisons appartenant à Larry Way-

ne Harris, un des deux hommes arrêtés à Las Vegas. Ces expériences ne seront pas terminées avant demain.

Harris et son complice présumé, William Leavitt, ont tous les deux été inculpés pour possession d'agents bactériologiques. Ils resteront en détention au moins jusqu'à leur comparution demain devant un tribunal de Las Vegas, a annoncé Bobby Siller, agent du FBI chargé de l'enquête.

Apprenant cette « très bonne nouvelle », l'avocat de William Leavitt a annoncé qu'il engagerait une procédure dans la journée pour faire libérer son client. « Légèrement, cela signifie que cette affaire va finir dans la poubelle », a estimé l'avocat.

Harris et Leavitt ont été arrêtés jeudi sur dénonciation alors qu'ils arrivaient à Las Vegas à bord d'une Mercedes blanche. Les deux hommes appartiennent à un groupe

d'extrême droite raciste, la Nation aryenne. Harris revendique même le grade de lieutenant-colonel dans cette milice.

Cette affaire a provoqué une véritable psychose aux États-Unis, en ravivant l'inquiétude des Américains quant aux risques d'attaques bactériologiques perpétrées par des sectes ou des milices d'extrême-droite. En deux jours, les surplus militaires ont vendu tous leurs stocks de masques à gaz.

Huit ans de baigne au « roi de l'évasion »

Agence France-Presse
ANGOULÊME

François Besse, 53 ans, le « roi de l'évasion », qui fut un temps lieutenant du truand Jacques Mesrine, a été condamné hier à huit ans d'emprisonnement par la cour d'assises d'Angoulême.

Besse a été reconnu coupable d'un vol avec armes et d'une attaque de banque avec prise d'otages.

L'avocat général avait requis une peine de vingt ans à l'issue d'un réquisitoire qui visait à « briser l'image du mythe Besse ».

Un imposant dispositif de sécurité avait été mis en place à l'intérieur et autour du palais de justice, eu égard sans doute au record de Besse en matière d'évasions : six en 20 ans de carrière, en France mais aussi en Belgique et en Espagne.

Besse comparait pour deux vols à main armée avec prise d'otages, commis fin 1993 et début 1994 en France, qui avaient permis aux policiers de retrouver sa piste après une longue cavale.

Arrêté en novembre 1994 au Maroc, puis extradé, il purgeait déjà une peine de cinq ans de prison pour association de malfaiteurs.

Marie-Ange Besse, 32 ans, qui comparait libre aux côtés de son mari, et pour laquelle une peine de six ans d'emprisonnement avait été demandée, a été condamnée à quatre ans de prison dont deux ans avec sursis.

Les deux autres coaccusés, considérés par l'accusation comme « des exécutants », Thierry Augeard, 33 ans, et Christophe Denis, 25 ans, ont été condamnés respectivement à cinq ans et deux ans de prison.

La défense avait plaidé l'acquiescement des quatre accusés et avait notamment estimé excessive la peine requise à l'encontre de François Besse.

Vous voulez vendre...

Autos, camions, 4 x 4, fourgonnettes, motoneiges, motocyclettes, véhicules tout terrain... et même le covoiturage.

3 lignes d'annonce
7 jours consécutifs

pour seulement

28,98 \$

+ taxes (1,38 \$ par ligne additionnelle par jour)

N.B. Vu les conditions particulières de cette offre, aucun changement ne peut être apporté au texte original en cours de publication. On peut, d'autre part, se réserver le droit de refuser l'annonce en tout temps à partir de la première parution, mais une telle annulation n'altère en rien la facturation qui s'établira obligatoirement sur 7 jours de publication. Ces annonces sont payables avant parution par carte de crédit ou à nos bureaux.

La Presse

Les petites annonces

285-7111 Appels interurbains sans frais : **1 800 361 5013**

VENTE APRÈS FAILLITE

TAPIS PERSANS AUTHENTIQUES

ACHETÉS DE SCHWARTZ, LEVITSKY, FELDMAN INC. SYNDIC DE FAILLITE

60% à 70%

DE RABAIS SUR NOS TRÈS BAS PRIX DE TOUS LES JOURS

WEAVER & WEAVER

vend tout son stock de tapis. Apportez vos coussins, vos échantillons de couleurs et les dimensions de vos pièces.

C'EST UNE OCCASION ABSOLUMENT UNIQUE!

IRAN — PAKISTAN — INDE

KASHAN - KIRMAN - HAMADAN - NAHAVAND - BALOUCH - KASHMIR - BOKHARA - QUM - TABRIZ - QUM EN SOIE - TABATABA YI TABRIZ - MASHAD — ISFAHAN.

TAPIS DE PASSAGE - TAPIS DE GRANDES DIMENSIONS - DES CENTAINES D'AUTRES.

Tout ce stock gigantesque comprenant des milliers de tapis et carpettes authentiques de première qualité, noués à la main, en soie, laine ou mélange de tissus, venant d'Iran, du Pakistan, de l'Inde et de Chine, **TOUT DOIT ÊTRE VENDU SANS EXCEPTION - JUSQU'AU DERNIER!** Venez dès maintenant profiter de cette occasion vraiment exceptionnelle.

PAS DE LIVRAISON! PAS DE CHÈQUE! PAYEZ ET EMPORTEZ SEULEMENT!

WEAVER & WEAVER

3450, ch. de la Côte-Vertu, Saint-Laurent
Tél.: (514) 745-8998

HORAIRE:

Lundi-vendredi: 10 h à 21 h • Samedi-dimanche: 10 h à 18 h

COMPTANT • VISA • AMEX



OXFAM-QUÉBEC MISSION POSSIBLE

« Des actions pour changer le monde »

Le Banquet de la Faim

En fond de scène du Banquet de la Faim OXFAM-QUÉBEC, qui se déroulera à Montréal lundi prochain, on retrouve des situations comme celles qui suivent.

Les trois situations se déroulent dans des pays en développement.

Accès à la richesse

Au sud-ouest du Maroc, Amina célèbre la fin de la période d'extraction de l'huile d'argan avec une quarantaine de femmes, toutes membres de la coopérative agricole. La récolte a été bonne. L'huile va maintenant prendre la direction de la France. C'est une réussite commerciale qu'elles savourent après plusieurs années d'efforts mis à sauvegarder les arganiers que les Marocains associent à la vie traditionnelle de leur pays et à administrer collectivement l'entreprise qu'elles avaient formée avec le concours d'ONG telles qu'OXFAM-QUÉBEC.

Carrement pauvre !

Rosa-Maria est travailleuse dans une usine de textile d'une zone franche à l'Est du San Salvador. Avec sa sœur, elle subvenait aux besoins d'une famille de sept personnes. Coup dur, cette semaine : sa sœur a perdu son emploi. Il faudra dépasser le quota de 4 800 boutons à coudre à chaque jour. Combien de temps pourra-t-elle tenir ? Le temps que réussisse la campagne de sensibilisation internationale entreprise par le Réseau centraméricain de femmes solidaires des travailleuses des zones franches et appuyée par OXFAM-QUÉBEC ?

Quand l'espoir renaît...

Depuis la mort de son mari tué par les Khmers rouges, Maï, mère de quatre enfants, peinait à cultiver seule sa petite rizière dans la province du Pursat, au Cambodge. Avec l'appui des agronomes d'OXFAM-QUÉBEC, son monde a changé parce qu'ils lui ont fait connaître des variétés de riz plus résistantes et qui donnent un meilleur rendement. Maï a également diversifié ses cultures et vend maintenant des produits au marché local.

Le Banquet de la Faim OXFAM-QUÉBEC est une méthode de collecte de fonds, mise sur pied pour la première fois au Québec en 1990 et reprise avec le Front commun des trois centrales syndicales, CEQ, CSN et FTQ, pour la deuxième année consécutive. Cet événement a pour but d'illustrer les inégalités qui existent entre les populations des pays développés et celles des pays en développement. Les invités auront droit à un menu différent selon la catégorie qui leur sera attribuée par tirage au sort, soit : les pauvres, la classe moyenne et les riches. Le déroulement du Banquet de la Faim est une démonstration vivante que le droit de se nourrir est un droit pour tous. À chaque table, les convives sont directement sensibilisés au partage.

En s'associant à OXFAM-QUÉBEC, les trois centrales syndicales (CEQ, CSN, FTQ) mettent en lumière leur lutte pour l'amélioration des conditions des travailleurs et travailleuses d'ici, et leur coopération à des projets dans les pays en développement. Plusieurs syndicats affiliés travaillent d'ailleurs avec OXFAM-QUÉBEC à créer de nouveaux réseaux de solidarité avec les populations défavorisées et les organismes de ces pays.

Nous vous invitons à communiquer vos réactions au sujet de cette chronique



OXFAM-QUÉBEC

2330, rue Notre-Dame Ouest, Bureau 200, Montréal (Québec) H3J 2Y2
Téléphone : (514) 937-1614 • Télécopieur : (514) 937-9452 • Courriel : info@oxfam.qc.ca

Le pape élève 22 prélats au rang de cardinal

Associated Press et Presse Canadienne
CITÉ DU VATICAN

Lors d'une cérémonie solennelle sur la place Saint-Pierre de Rome, Jean-Paul II a élevé hier au rang de cardinal 22 prélats qui rejoindront le conclave qui élira le prochain pape.

Parmi eux figurent un Canadien, l'archevêque de Toronto, Mgr Aloysius Ambrozic, 68 ans, reconnu pour ses positions conservatrices au sein de l'Église, un Français, l'archevêque de Lyon et primat des Gaules, Mgr Jean Balland, 63 ans, et un Taïwanais, l'archevêque de Kaohsiung, Paul Shan Kuo-hsi, une nomination perçue comme un signe politique, la Chine ne reconnaissant pas Taïwan.

Deux cardinaux ont été nommés « in pectore », leur nom restant secret, et ne participaient pas aux cérémonies. Ils pourraient être originaires de Chine ou du Vietnam, où l'Église catholique est réprimée par les autorités.

Plusieurs de ces nouveaux princes de l'Église sont considérés com-



Le nouveau cardinal canadien Aloysius Matthew Ambrozic a reçu des mains du pape la barrette à trois cornes et la toque rouge, qu'il a posée sur sa tête.

PHOTO REUTERS

me des possibles successeurs de Jean Paul II, en particulier le nouveau cardinal de Vienne, Christoph

Schoenborn, un théologien reconnu que le pape a chargé de préparer le nouveau catéchisme, ainsi

que l'archevêque de Gênes, Dionigi Tettamanzi.

Sous le soleil, le souverain pon-

tife a béni les nouveaux cardinaux qui avaient revêtu l'habit carmin. Un par un, les prélats sont venus s'agenouiller au pied du trône pontifical doré à l'entrée de la basilique Saint-Pierre pour recevoir des mains du pape la barrette à trois cornes et la toque rouge, qu'il a posée sur leur tête.

Le rouge de leur capeline, a rappelé Jean-Paul II à chaque cardinal, symbolise à la fois la dignité de leur nouvelle fonction et leur volonté de défendre l'Église, même au point de risquer leur vie, « de verser votre sang ».

Rappelant que l'Église catholique s'appuie à entrer dans le troisième millénaire, le pape a déclaré aux cardinaux : « Vous êtes, avec les autres membres du collège des cardinaux, à aider le pape à guider le navire de saint Pierre vers ce but historique. »

Les nouveaux cardinaux sont âgés de 53 à 87 ans, quatre d'entre eux ayant dépassé les 80 ans, ce qui signifie qu'ils ne pourront élire le nouveau pape. Avec les nouvelles nominations, Jean-Paul II aura désigné 106 — soit 86 % — des 123 cardinaux du conclave qui désignera son successeur. La moyenne d'âge de ce conclave s'établit désormais à 71 ans.

Les nouveaux cardinaux nommés par le pape

Agence France-Presse
CITÉ DU VATICAN

Voici la liste des 20 nouveaux cardinaux, nommés hier par Jean-Paul II et qui entreront dans le sacré collège, chargé d'élire les souverains pontifes. Pour participer à cette élection les prélats doivent cependant avoir moins de 80 ans. Deux autres cardinaux ont été nommés mais leur nom a été tenu secret par le pape.

- Mgr Jorge Arturo Medina Estevez, 71 ans, Chilien, archevêque de Valparaiso.
- Mgr Alberto Bovone, 75 ans, Italien, archevêque de de Cesarea di Numidia, préfet de la congrégation pour les causes des saints.
- Mgr Dario Castrillon Hoyos, 68 ans, Colombien, archevêque de Bucaramanga, préfet de la congrégation pour le clergé.
- Mgr Lorenzo Antonetti, 75 ans, Italien,

archevêque de Roselle, président de l'Administration du patrimoine du Saint-Siège.

- Mgr James Francis Stafford, 65 ans, Américain, archevêque de Denver, président du Conseil pontifical pour les laïcs.
- Mgr Salvatore De Giorgi, 67 ans, Italien, archevêque de Palerme.
- Mgr Serafim Fernandes de Araujo, 73 ans, Brésilien, archevêque de Belo Horizonte.
- Mgr Antonio Maria Rouco Varela, 61 ans, Espagnol, archevêque de Madrid.
- Mgr Aloysius Matthew Ambrozic, 67 ans, Canadien, archevêque de Toronto.
- Mgr Jean Balland, 63 ans, Français, archevêque de Lyon.
- Mgr Dionigi Tettamanzi, 63 ans, Italien, archevêque de Gênes.
- Mgr Polycarp Pengo, 53 ans, Tanza-

nien, archevêque de Dar-es-Salaam.

- Mgr Christoph Schoenborn, 52 ans, Autrichien, archevêque de Vienne.
- Mgr Norberto Rivera Carrera, 55 ans, Mexicain, archevêque de Mexico.
- Mgr Francis Eugene George, 61 ans, Américain, archevêque de Chicago.
- Mgr Paul Shan Kuo-hsi, 74 ans, Chinois, archevêque de Kaohsiung (Taïwan).
- Mgr Adam Kozłowiecki, 86 ans, Polonais, missionnaire en Zambie.
- Mgr Giovanni Cheli, 79 ans, Italien, archevêque de Santa Giusta, président du conseil pontifical pour les migrants.
- Mgr Francesco Colasuonno, 73 ans, Italien, archevêque de Tronto, nonce apostolique en Italie.
- Mgr Dino Monduzzi, 75 ans, Italien, évêque de Capri, préfet de la Maison pontificale.

Aidez-nous à vaincre la première cause de décès avec le

LOTO DES «VAINCEURS»

au profit de la Fondation des maladies du cœur du Québec

Vous pourriez GAGNER :

- Nissan Pathfinder XE 1998 (valeur de 41 000 \$)
- 3 séjours pour 2 au nouveau «SuperClubs» Sierra Mar à Santiago de Cuba sur les ailes d'Air Transat
- Fin de semaine de rêve au Château Frontenac

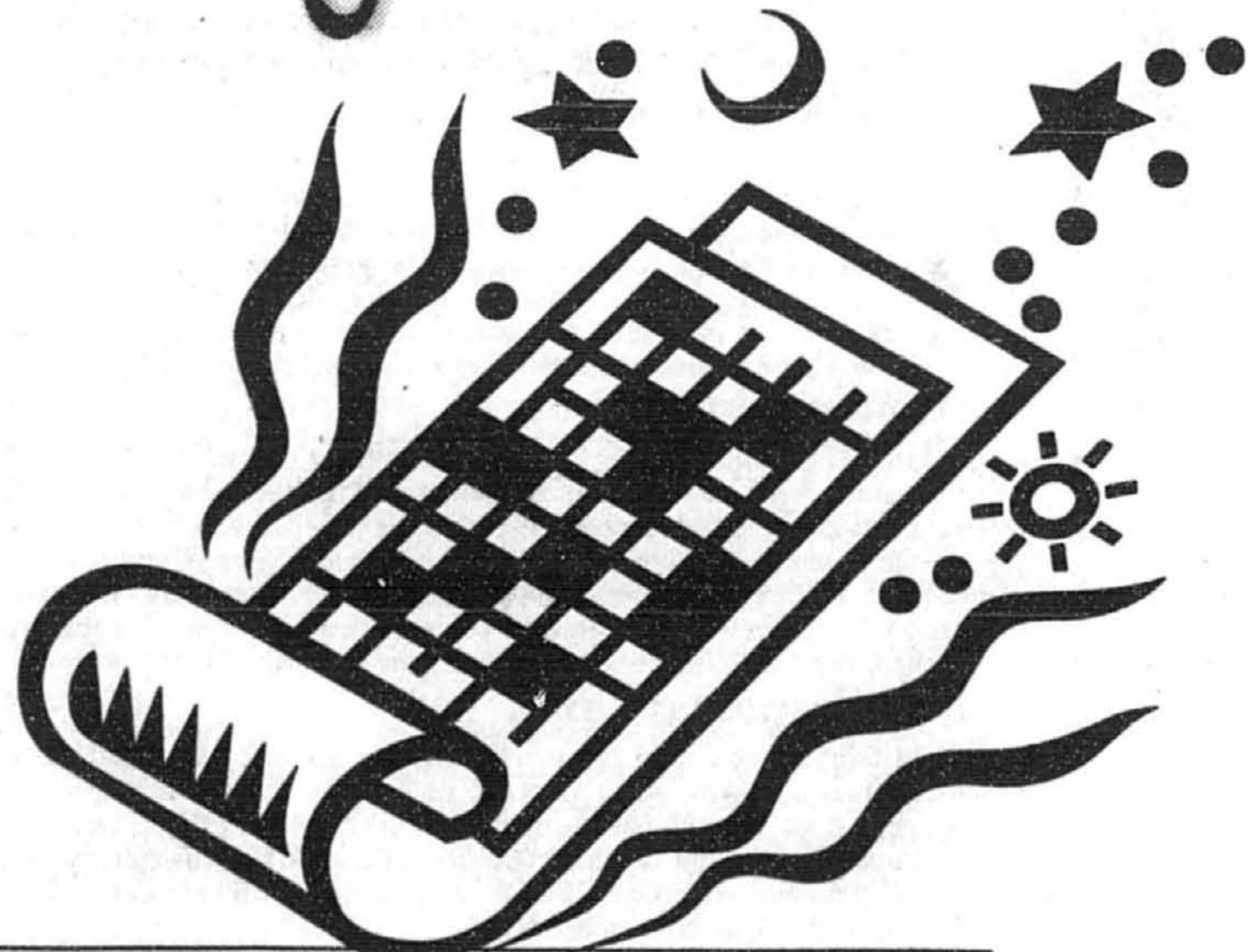
PLUS DE 25 000 PRIX INSTANTANÉS DONT DES PRIX EN ARGENT DE 1 000 \$ ET 500 \$!

Pour savoir où se procurer les billets du Loto des «VAINCEURS» communiquez avec la Fondation au 1 800 567-8563



MAIGRIR sans obsession
Motivation - reprogrammation
Raymonde Forget, B. Sc. O.T.
maître-praticienne en PNL
Information / consultation
(514) 990-6914

La super grille du mois



La Presse ET R Dictionnaires LE ROBERT

VOUS PRÉSENTENT LA SUPERGRILLE DU MOIS DE février



100 gagnants

MÉRITERONT LE DICTIONNAIRE DES RIMES ET ASSONANCES, DE LA SÉRIE LES USUELS DU ROBERT ET LE FAMEUX T-SHIRT «J'AI RÉUSSI».

À surveiller

AUJOURD'HUI



Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur la Bourse

Gérez mieux votre budget, ne manquez pas les fascicules « Vos finances personnelles ».

MARDI La Bourse

Notre chroniqueur financier, Michel Girard, vous indique tout ce que vous devez savoir pour comprendre et jouer intelligemment à la Bourse. Comment se bâtir un portefeuille, le cycle boursier, quelles sont les trois clés du succès à la Bourse? Consultez sans faute le fascicule de mardi pour découvrir les meilleures stratégies des initiés.

MERCREDI Les assurances

Tout ce qu'il faut savoir pour démêler l'univers des assurances. Êtes-vous trop ou pas assez assuré, comment faire le bon choix pour son auto, combien d'assurances-vie faut-il, comment comprendre sa couverture? Pour dépenser votre argent judicieusement, ne manquez pas le fascicule de mercredi sur les assurances.

Voyez à vos affaires... Procurez-vous les fascicules « Vos finances personnelles » gratuitement et exclusivement dans La Presse, les mardis et mercredis jusqu'au 4 mars. C'est votre meilleur investissement!

Ne les manquez pas... Puisque les quantités sont limitées, faites le 285-6911 pour vous abonner ou réservez dès maintenant votre exemplaire de La Presse auprès de votre marchand de journaux.

La Presse

en collaboration avec

Fidelity Investments
La plus grande société de fonds de placement au monde.

Monde

L'EXPRESS
INTERNATIONAL



SOMMET EUROPÉEN

Le « triangle de Weimar »

Le président français Jacques Chirac, le chancelier allemand Helmut Kohl et le président polonais Aleksander Kwasniewski se sont retrouvés à Poznan, en Pologne, pour un sommet des pays membres du triangle de Weimar consacré à l'intégration européenne. « Le triangle de Weimar », coopération trilatérale entre la France, l'Allemagne et la Pologne, a été établi il y a sept ans, en 1991, dans la ville allemande de Weimar. Mais il s'agissait hier de la première réunion des chefs d'État et de gouvernement des trois pays membres. Les discussions devaient être consacrées à l'intégration européenne alors que la Pologne est candidate à l'adhésion à l'Union européenne mais aussi à l'Alliance atlantique. Les entretiens se sont déroulés dans l'ancien hôtel de ville, datant de la Renaissance. Les trois dirigeants ont affirmé la volonté de développer leur coopération trilatérale au plus haut niveau.

d'après AFP
ULSTER

Demande de Adams

Le premier ministre britannique Tony Blair examine une demande du leader du Sinn Féin Gerry Adams qui souhaite s'entretenir avec lui en tête-à-tête après l'exclusion du parti républicain des pourparlers de paix sur l'Ulster. La demande a été reçue avant l'attentat à la voiture piégée perpétré vendredi soir à Moira, une localité protestante proche de Belfast, qui a fait 11 blessés dont sept policiers. L'attentat, qui n'a pas été revendiqué, s'est produit quelques heures seulement après l'exclusion pour deux semaines du Sinn Féin, l'aile politique de l'IRA, des négociations de paix sur l'avenir de l'Ulster par les gouvernements britannique et irlandais. Gerry Adams a déclaré après l'exclusion de son parti qu'il souhaitait rencontrer le Premier ministre britannique Tony Blair et son homologue irlandais Bertie Ahern pour évoquer la crise traversée par les pourparlers de paix.

d'après AFP

GÉORGIE

Otages de l'ONU

Un nouveau round de négociations entre les autorités géorgiennes et les ravisseurs de quatre observateurs de l'ONU s'est achevé sans qu'aucune percée ne soit annoncée. Le ministre géorgien de la Sécurité Djemal Gakhokidzé et deux de ses adjoints avaient relancé les pourparlers dans l'après-midi dans le village de Dzhikhachkari, à 20 km de Zougdidid dans l'ouest de la Géorgie, où sont retranchés depuis jeudi les ravisseurs avec leurs otages. Quelque 2000 soldats géorgiens encerclent le village. Les observateurs détenus sont deux Uruguayens, un Suédois et un Tchèque, chargés de veiller au cessez-le-feu entre la Géorgie et sa province séparatiste d'Abkhazie, située à quelques kilomètres de Zougdidid. Les preneurs d'otages — une vingtaine de « zviadistes », des partisans du défunt président nationaliste Zviad Gamsakhourdia chassé du pouvoir par un coup d'État en 1992 qui ne reconnaissent pas l'autorité du président Édouard Chevardnadzé — ont menacé de tuer leurs otages.

d'après AFP

INDE

Élections: mi-chemin

Deux cents millions d'Indiens sont appelés aux urnes pour la deuxième journée des législatives, sous la menace de nouvelles violences. Le deuxième des quatre jours de vote prévus pour ce gigantesque scrutin concerne 200 millions d'électeurs dans 11 États, et 183 des 545 sièges du Lok Sabha (Assemblée du peuple). Lundi, environ 135 millions d'Indiens sur 250 millions, soit 55 %, avaient voté pour 222 sièges dans 15 États et sept territoires de l'Union indienne. L'Inde compte 620 millions d'électeurs pour une population de 970 millions d'habitants, ce qui en fait la plus grande démocratie du monde.

d'après AFP

Obscur dialogue à Bagdad

Discussions ardues entre Kofi Annan et Tarek Aziz

AFP et CP
BAGDAD

Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, et le vice-premier ministre irakien Tarek Aziz ont achevé ce matin une troisième session de discussions, qualifiées de « difficiles » par Bagdad visant à résoudre la crise des inspections. Le chef de la diplomatie irakienne Mohamed Said al-Sahhaf, qui a participé à la rencontre, a toutefois affirmé que les discussions « se passent bien ».

Les discussions devaient d'ailleurs reprendre ce matin, tandis que Washington poursuit ses « préparatifs militaires ».

Le président irakien Saddam Hussein a été tenu informé, lors d'une réunion du Conseil de commandement de la révolution (CCR) et la direction du Parti Baas au pouvoir en Irak, par le vice-premier ministre Tarek Aziz du déroulement de ces pourparlers avec M. Annan.

M. Annan a déclaré qu'il comptait lui-même rencontrer au

jour d'hui le président Saddam Hussein et espérait conclure les négociations par un document écrit.

Le secrétaire général de l'ONU, arrivé vendredi à Bagdad, a eu trois séries d'entretiens avec des responsables irakiens.

D'après des sources de l'ONU à Bagdad, les vraies négociations semblaient se dérouler en tête-à-tête entre MM. Annan et Aziz.

M. Annan a demandé pendant la deuxième tête-à-tête l'aide de son conseiller juridique Hans Corell, ont indiqué des sources proches des discussions.

Il a déclaré à des journalistes qu'il comptait obtenir un document écrit des Irakiens. Les États-Unis et la Grande-Bretagne ont insisté, lors

des négociations qui ont précédé le voyage de M. Annan à Bagdad, pour qu'il obtienne un accord écrit de l'Irak pour régler la crise des inspections.

Selon des sources proches des discussions, M. Corell pourrait être appelé à préparer ce document qui doit conclure la mission de M. Annan, destinée à convaincre l'Irak de permettre un accès sans condition à tous ses sites suspects aux inspecteurs en désarmement de l'ONU, tout en ménageant les susceptibilités de Bagdad.

Les États-Unis menacent de bombardier l'Irak s'il persiste dans son refus d'ouvrir huit sites dits « présidentiels » à la Commission spéciale des Nations unies

(UNSCOM) chargée de le désarmer.

L'Irak reproche à l'UNSCOM d'être dominée par les États-Unis et la Grande-Bretagne et insiste pour que les inspections soient menées par un autre organisme, à créer par M. Annan. Il exige aussi que ces sites ne soient inspectés qu'une seule fois.

Ces deux questions n'ont pas été abordées en séance plénière, ont indiqué des sources de l'ONU, mais le secrétaire général en aurait discuté avec M. Aziz.

M. Annan a reçu le soutien des présidents polonais Aleksander Kwasniewski et français Jacques Chirac et du chancelier allemand Helmut Kohl, qui lui ont souhaité « beaucoup de succès » dans sa mission.

Par ailleurs, Washington a demandé à ses ressortissants de « quitter dès que possible » l'Irak, estimant que « la situation dans tout le pays reste incertaine et dangereuse ».

La Chine s'appropriait également, selon des sources diplomatiques, à évacuer vers la Jordanie les femmes et les enfants de ses diplomates à Bagdad, après la Pologne, la Bulgarie et la République tchèque.

Les manifestations de soutien à l'Irak se sont poursuivies hier dans plusieurs pays, notamment en Cisjordanie, où huit Palestiniens ont été blessés par des soldats israéliens près de Ramallah.

Allez, on s'en va ?

Ottawa exhorte les Canadiens qui se trouvent actuellement au Koweït, en Jordanie et en Israël à quitter les lieux, de crainte que l'Irak n'use de représailles si les États-Unis décident d'attaquer Bagdad.

« Si votre présence dans l'un ou l'autre de ces pays n'est pas essentielle, vous devriez songer à quitter les lieux de la façon la plus sécuritaire possible », a déclaré hier à Ottawa Sophie Legendre, du ministè-

re des Affaires étrangères.

Le Canada a également recommandé à ses citoyens d'annuler tout voyage qu'ils pourraient songer à entreprendre dans la région du golfe Persique.

Le message, qui est daté du 11 février, invite les Canadiens à quitter le pays immédiatement. L'avis recommandant aux Canadiens de reporter à une date ultérieure tout voyage en Irak est en vigueur depuis 1993.

Il y eut naguère les pongistes chinois en voyage ; voici maintenant les lutteurs américains en Iran

KIANOUCHE DORRANIE

de l'Agence France-Presse, TÉHÉRAN

Les combats entre lutteurs iraniens et américains lors d'un tournoi à Téhéran ont réveillé les vieux souvenirs d'amitié entre les deux pays, 19 ans après la révolution islamique en Iran.

Le stade Azadi de Téhéran a chaviré sous l'émotion vendredi soir lors de deux finales opposant les Iraniens Abbas Jadidi et Fereidoun Ghanbari aux Américains Melvin Douglas et Kevin Jackson.

Après cette rencontre, dans un geste sans précédent, les lutteurs se sont longuement embrassés sous les applaudissements de 15 000 spectateurs et sous les yeux de plusieurs dignitaires du régime.

Des millions d'Iraniens, pour qui la lutte est, avec le football, le sport le plus populaire, ont vécu grâce à la télévision ces deux finales qui ont pris la dimension de retrouvailles après de longues années de séparation.

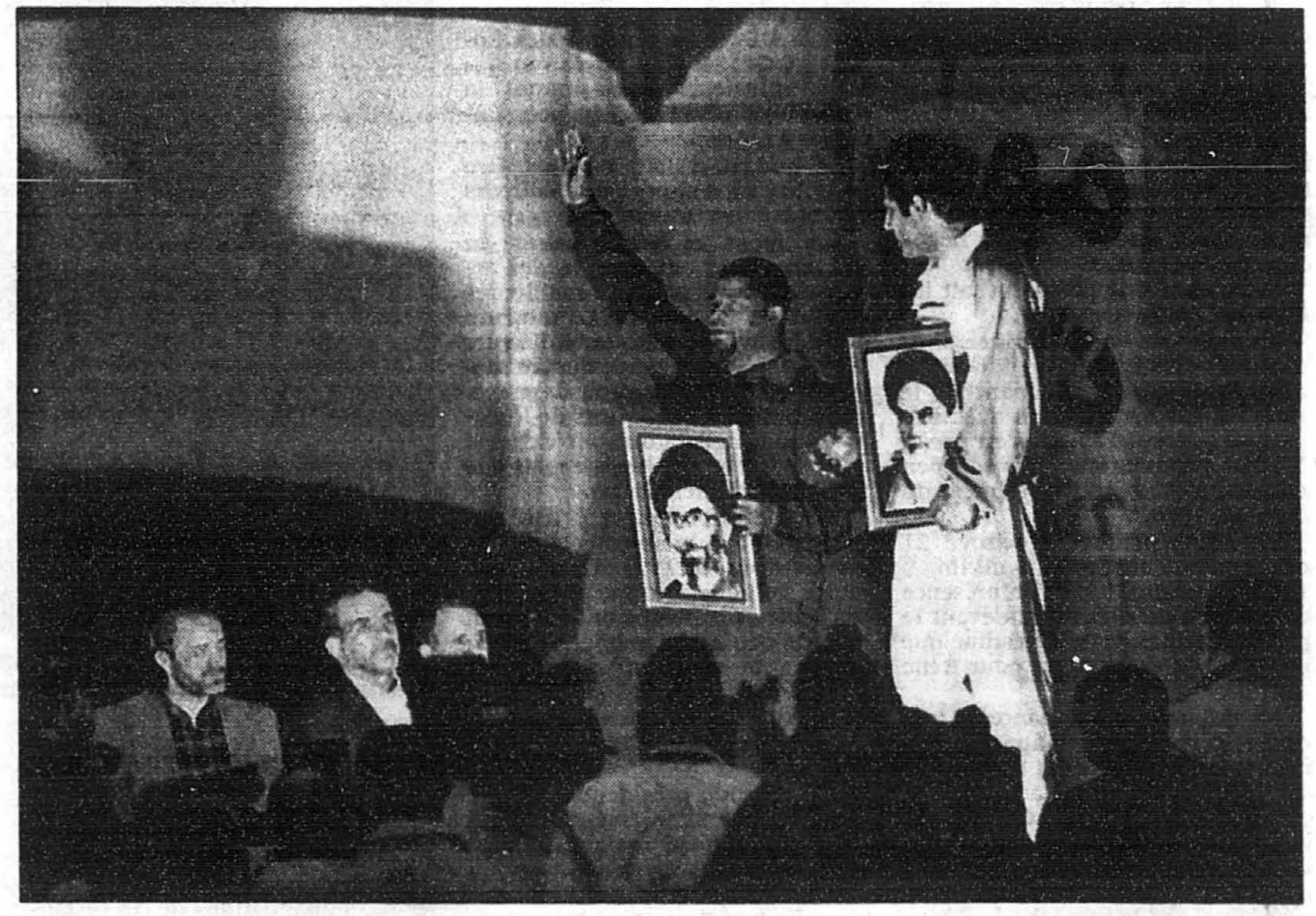
Larmes aux yeux et à bout de force, Jadidi, médaille d'or et vainqueur dans la catégorie des 97 kg de lutte libre de la coupe Takhti, a levé le bras de Douglas, en signe de victoire comme d'amitié.

Les deux lutteurs ont ensuite rendu hommage à la salle et levé à bout de bras les portraits de l'imam Khomeiny, fondateur de la république islamique, et de son successeur, Ali Khamenei.

Le chef de file du courant conservateur iranien, l'influent président du parlement Ali Akbar Nategh-Nouri, a assisté aux épreuves finales de ce championnat de lutte pour souligner le soutien de l'ensemble du régime à ces compétitions.

La présence des athlètes américains fait suite à l'appel lancé en janvier par le président iranien Mohammad Khatami, soutenu par la gauche et les modérés, à ouvrir « une brèche dans le mur de défiance » entre les deux pays, en multipliant les échanges sportifs et culturels.

Le tabou brisé par la présence des lutteurs américains va permet-



Le lutteur américain Melvin Douglas (à g.), qui a battu son adversaire iranien dans une arène de Téhéran hier, a salué la foule tenant en main un portrait du leader suprême du pays, Ali Khamenei. Douglas et un collègue lutteur sont les premiers athlète américains à avoir mis les pieds en Iran depuis la révolution islamiste de 1979.

tre à l'équipe nationale de lutte des États-Unis de participer au prochain championnat du monde de lutte, prévu à Téhéran en septembre.

Jackson, qui a triomphé de Ghanbari dans les 85 kg, a qualifié d'« inoubliable » le fait d'être « le premier Américain à recevoir une médaille d'or à Téhéran ».

Après l'épreuve, Jackson a croisé les bras et s'est incliné à plusieurs reprises en signe de respect et d'hommage pour le public qui lui a

réserve une ovation chaleureuse.

Mardi lors des cérémonies d'ouverture de la Coupe internationale Takhti, du nom d'un lutteur iranien resté célèbre en Iran, la délégation américaine avait déployé la bannière étoilée pour la première fois à Téhéran depuis près de deux décennies.

Toute la presse locale, plusieurs chaînes de télévision étrangères et notamment américaines ont couvert ces épreuves qui devraient permettre d'établir davantage de contacts

entre les peuples iranien et américain conformément aux vœux des dirigeants des deux pays.

Les États-Unis et l'Iran n'entretiennent plus de relations diplomatiques depuis la prise en otages du personnel de l'ambassade des États-Unis à Téhéran lors de la révolution de 1979.

Un autre temps fort sportif attend les deux pays avec une rencontre Iran / É.-U. très attendue lors du Mondial de football en France, le 21 juin à Lyon.

Après l'agression d'une des leurs en Bohême, des chefs tziganes appellent à l'émigration

Agence France-Presse
PRAGUE

Des responsables tziganes ont lancé des appels à l'émigration lors des obsèques hier à Opava, en Bohême du nord, d'une jeune Tzigane qui s'était noyée une semaine plus tôt dans l'Elbe après avoir été agressée par des skinheads.

Près de 500 personnes, dont la femme du président tchèque, Dagmar Havel, et le ministre chargé des minorités, Vladimir Mlynar, ont assisté aux obsèques.

« J'ai honte d'être un homme blanc maintenant. Pardonnez-moi », a lancé le ministre à l'assis-

tance, composée essentiellement de Roms qui réclamaient la mort pour les coupables.

Ces derniers avaient frappé le 15 février la victime, Helena Bihariova, mère de quatre enfants, puis l'avaient jetée inconsciente dans les eaux glacées de l'Elbe à Vrchlabi, Bohême de l'est.

Une journaliste tchèque s'était jetée à l'eau pour la sauver mais sans succès. Le corps d'Helena Bihariova n'avait été retrouvé que mardi.

Des responsables tziganes ont lancé à cette occasion des appels à l'émigration des Roms, notamment vers les États-Unis, pour échapper

au racisme. Ils ont demandé l'aide de M. Mlynar pour permettre à 200 Tziganes de se rendre aux États-Unis.

Le ministre a refusé. « Je veux que les Roms restent ici et que les Tchèques vivent en paix avec eux », a-t-il dit.

L'année dernière, plusieurs centaines de Roms avaient émigré vers le Canada à la suite d'une émission télévisée leur promettant une vie idyllique dans ce pays. Devant la vague de postulants, le Canada avait imposé aux Tchèques un visa à l'entrée dans le pays. Le même scénario s'était reproduit peu après vers la Grande-Bretagne.

Depuis 1992, 19 Tziganes sont morts à la suite d'actes racistes en République tchèque.

Le pays compte, pour 10,5 millions d'habitants, quelque 300 000 Roms, la plupart marginalisés. Le chômage frappe 70 % d'entre eux, contre moins de 5 % pour le reste de la population active.

Les Tziganes vivant dans le pays ont été sédentarisés de manière coercitive dans les années 50 par les autorités communistes. Ces dernières ont alors déplacé des populations entières de Roms slovaques vers la Bohême-Moravie pour les contraindre à travailler sur de grands chantiers.

Irak: la « grosse bêtise » américaine



Louis-Bernard Robitaille

collaboration spéciale
PARIS

Cette fois, on est dans un tout autre cas de figure. De quelque côté que l'on regarde, à la fois l'opinion, les médias et la classe politique sont en France hostiles au déclenchement d'une nouvelle guerre.

Pierre Joxe, qui avait remplacé le démissionnaire Chevènement à la Défense au moment de la guerre du Golfe, a déclaré cette semaine à la radio : « Quelle que soit l'opinion qu'on ait de Saddam Hussein, on ne peut pas traiter de la même manière une agression caractérisée, c'est-à-dire l'invasion d'un pays étranger membre de l'ONU, et de simples intentions agressives que l'on prête à ce régime. »

Sans prendre pour l'instant de position catégorique, les dirigeants français, le président Chirac en tête, manifestent une réserve évidente vis-à-vis d'une intervention militaire, tout en soutenant mollement la position américaine concernant l'application des décisions du conseil de sécurité. Ce qui se dessine à l'horizon, c'est que cette fois la France devrait rester totalement à l'écart des opérations militaires — que l'on juge ici inévitables, Washington s'étant lui-même placé dans une situation où il ne peut reculer —, sans pour autant dénoncer ouvertement les États-Unis.

D'autres pays européens que la Grande-Bretagne, par exemple l'Italie, l'Espagne et l'Allemagne, devraient à contrecœur apporter un soutien symbolique à l'action américaine, en autorisant notamment l'utilisation de leurs bases aériennes, ce qui en dit long, malgré les réticences, sur l'ampleur actuelle de l'hégémonie américaine sur le monde. La France devrait se situer nettement en retrait, pratiquement sur les positions russes et, sans désavouer les États-Unis, exprimer sa réserve sur les méthodes, de manière à sauvegarder sa politique arabe.

Les réserves de la France ne sont pas dues à des considérations morales (qui pourraient être invoquées mais qui n'ont guère de sens en politique internationale), mais au fait qu'une nouvelle guerre du Golfe, même en miniature est à la fois inutile et inefficace et constitue, de la part des États-Unis, une « grosse bêtise », et presque un piège dans lequel ils se sont enfermés eux-mêmes.

Pour Alexandre Adler, spécialiste des relations internationales, « les États-Unis se sont mis dans une situation de « no-win », où ils sont certains de perdre sur tous les tableaux : ou bien, même après le déploiement de leur armada dans le golfe ils acceptent un accord de compromis conclu par Saddam Hussein et le secrétaire général de l'ONU, auquel cas ils auront l'air idiots, ou bien, ce qui paraît inévitable, ils pratiquent leur « frappe chirurgicale », sans être appuyés par le gros de la communauté internationale, sans atteindre véritablement le moindre objectif politique ou militaire et au risque de déstabiliser la région et le monde arabe ».

En dehors de quelques militants pro-arabes patentés, pas grand-monde en France n'a de sympathie pour le régime brutal de Saddam Hussein. Tout le monde admet également qu'il est irresponsable, potentiellement dangereux pour la région, et qu'il est situé en plein cœur d'une zone vitale pour l'économie mondiale. Simplement, comme l'écrivait la plupart des commentateurs, ce régime est, malgré toutes ses tricheries et ses efforts de réarmement secrets, extraordinairement affaibli. Alors qu'on était en pleine guerre du Golfe, en 1991, et qu'il disposait de tout son arsenal d'armes chimiques et bactériologiques, il n'a jamais osé les utiliser. Et les malheureux Scuds qu'il a envoyés sur Israël ressembleraient plutôt à des pétards mouillés.

Lorsque des médias américains écrivent, le plus sérieusement du monde, que Saddam

pourrait envoyer des bombes bactériologiques sur Londres, les médias français ont tendance à rigoler. Les armes de ce genre ne sont certes pas à prendre à la légère, mais elles sont surtout dangereuses pour le voisinage immédiat : les mettre sur des missiles à longue distance n'est pas vraiment à la portée d'un pays affaibli comme l'Irak. Et pour finir, une guerre strictement aérienne, aussi « chirurgicale » qu'on voudra, n'a aucune chance de détruire des stocks disséminés en des lieux secrets. Alors que, de l'avis même des Américains, les missions de contrôle de l'ONU, aussi imparfaites soient-elles, ont éliminé infiniment plus du potentiel militaire irakien que la guerre de 1991 elle-même.

Vu l'inefficacité de l'opération, sa justification morale — ou plutôt son absence — revient au premier plan. On ferait la guerre au nom des résolutions inappliquées du Conseil de sécurité ? Il y en a une pile en souffrance sur la table : dont celles concernant Israël. Les armes chimiques ou bactériologiques doivent être bannies ? Beaucoup de pays en retiennent, à commencer par la Russie.

« La réalité, nous dit Gérard Chaliand, spécialiste des questions de stratégie, c'est que les États-Unis tolèrent ces armes chez des pays qui font partie du camp occidental ou ne remettent pas en question le statu quo mondial. L'Irak ne constitue pas un danger réel et immédiat, mais en frappant les États-Unis veulent en même temps donner une leçon à d'autres pays « incontrôlables » du même genre. Ce n'est justifiable à aucun point de vue « objectif », mais cela relève du jeu de puissance des États-Unis. Ils feront cette guerre, c'est inévitable... et Saddam Hussein restera à son poste. »

Comme l'écrivait hier le directeur de *Libération*, Laurent Joffrin : « C'est une guerre de trop. »

On dira volontiers que les Français s'ingénient, en toutes circonstances, à vouloir à tout prix une politique étrangère non seulement indépendante, mais « originale » dans les grandes crises internationales. Ce qui n'est pas forcément justifié à tous les coups et agace en revanche immanquablement les États-Unis (les Britanniques, eux, semble-t-il, ont une attitude symétriquement opposée : quoi qu'il arrive, ils appuient les États-Unis, sans doute sous le prétexte que les Américains sont un peu leurs enfants, aussi ingrats soient-ils).

En 1991, alors qu'on était encore sous le régime socialiste de François Mitterrand (plutôt plus pro-américain que la droite gaulliste), Paris avait jusqu'au bout déployé des efforts, un peu dans la même ligne que Moscou, pour arriver à un accord diplomatique et empêcher le déclenchement de la guerre. Après quoi la France avait comme presque tous les grands pays contribué à l'intervention militaire, nettement en retrait de la Grande-Bretagne cependant.

Haiti 1998 : la déliquescence se propage

JACQUES TÉLÉMAQUE
collaboration spéciale, PORT-AU-PRINCE

« Pawol tafya, si li pa fou li fout sou. » (S'il n'est pas fou, il est au moins saoul.)

C'est sur ce ton que les meringues du carnaval 1998 traitent de l'attitude du président de la République, René Préal, face aux conditions de vie de plus en plus difficiles pour les Haïtiens.

L'année s'ouvre avec peu d'espoir qu'Haïti amorce le démarrage économique.

La période du carnaval amène les nouvelles meringues qui feront la joie des fêtards, toutes couches sociales confondues, car c'est un moment où les Haïtiens ne négocient pas en général.

Cette année, le président fait les frais de la risée populaire.

Le maire de Port-au-Prince, Emmanuel Charlemagne, lui-même musicien, défille les dimanches le long du champ de Mars avec son groupe musical Laye et s'en prend à l'État en chansons pour son peu de participation au financement du carnaval 1998.

Le gouvernement a octroyé 21 millions de gourdes (1,3 million \$ US) au carnaval 1998. En présence de milliers de personnes devant le palais national, le maire estime que ce n'est pas assez. Vlan pour René Préal !

Le ministre des Finances a annoncé le montant peu après que le ministre de l'Éducation eut déclaré qu'il n'y avait pas d'argent pour payer les professeurs. Ceux-ci réclament des augmentations depuis des mois. Ils sont furieux du choix du gouvernement et du peu de cas que fait d'eux le ministre de l'Éducation qui, aussi intérimaire au ministère de la Culture, a annoncé la répartition régionale des fonds du carnaval pour attirer les touristes.

Des grèves

Même grogne au ministère de la Santé.

Les employés d'hôpitaux, les médecins, le petit personnel réclament de conditions de travail et des salaires améliorés. Le directeur de l'hôpital général, Franck Thomas, a

démissionné de son poste en 1997. Son remplaçant n'a pas convaincu le personnel qu'il ferait mieux. Les grèves sont légion dans l'administration publique.

À la Direction générale des impôts (DGI), les employés ont paralysé plusieurs jours la perception, vitale au pays pour faire face à ses dépenses.

Le budget d'Haïti ne peut être équilibré sans apport des bailleurs de fonds internationaux.

Les juges et commissaires du gouvernement ont observé des arrêts de travail pour de meilleures conditions de travail. Le ministre de la Justice n'a pas voulu discuter avec les grévistes parce que, martèle-t-il, ils n'ont pas droit de grève, selon la loi. Les étudiants de l'École de la magistrature ont débrayé pour savoir ce qui les attendait une fois les études terminées.

On pourrait allonger la liste des grèves et des mouvements de revendications en 1997. La nouvelle année ne s'annonce guère meilleure. Toutes ces grèves ont éclaté en cascade peu après que le président Préal eut demandé aux fonctionnaires de ne pas débrayer et d'attendre le résultat d'une étude commandée sur la fonction publique.

La demande présidentielle a été ignorée tout simplement, ce qui traduit le profond malaise au sein de la société haïtienne. La notion d'autorité de l'État perd de son sens. Le peu de respect que suscitent le président et son entourage inspire les blagues populaires à propos de l'amour de la bouteille qu'affiche leur président, d'où « Pawol tafya », une des chansons de carnaval.

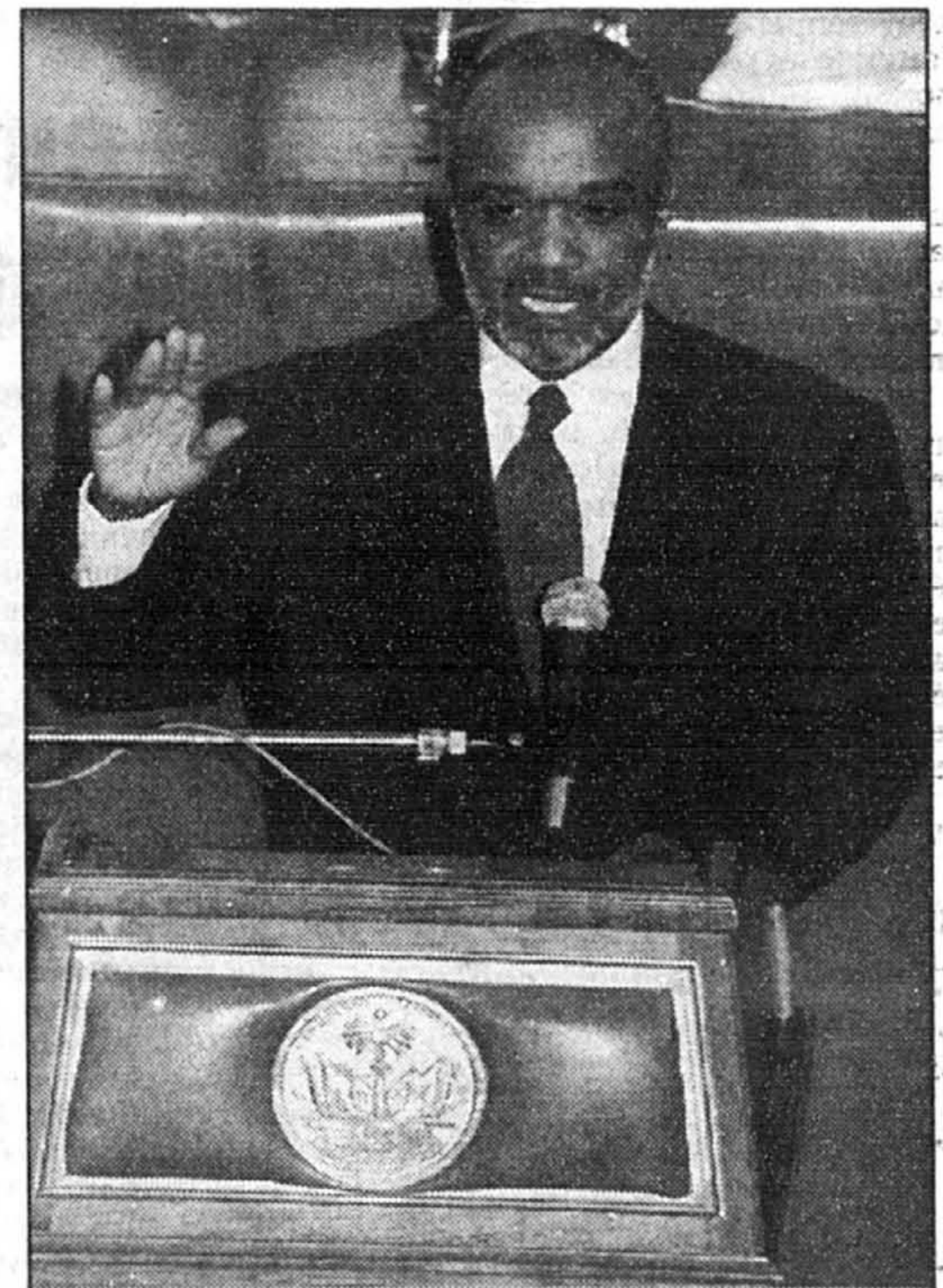
L'année qui s'ouvre est aussi décisive au plan de la sécurité.

La police

C'est vers fin 1998 que les forces de la Mission de police de l'ONU en Haïti (MIPONUH) doivent



Le maire de Port-au-Prince, Emmanuel Charlemagne, à gauche, défille les dimanches le long du champ de Mars avec son groupe musical Laye et s'en prend en chansons au président René Préal.



quitter le pays après plusieurs renouvellements sous des formes différentes depuis le retour de l'ancien président Jean-Bertrand Aristide en 1994. Les souhaits formulés dans des documents de l'ONU et les recommandations de ces instances veulent mettre la Police nationale haïtienne en condition d'assurer la sécurité après la MIPONUH. Mais peu d'éléments indiquent que la police haïtienne soit en mesure ou en voie de le faire.

Le banditisme est en hausse. Dans tous les quartiers, pas une semaine ne se passe sans que les habitants ne se plaignent du passage de bandits, de vols de véhicules et bijoux, de viols, de crimes divers.

Le 22 décembre, Micheline Le-

maire Coulanges a été tuée de deux balles tirées à bout portant par des adolescents qui en voulaient à son sac à main. Ce sont les enfants de la victime qui réclament justice. La situation a suscité des commentaires acerbes de la part d'avocats qui se demandent : où allons-nous pour que ce soit des enfants qui réclament justice ?

Un cas plus récent a été enregistré au QG de la Mission de l'ONU en Haïti peu avant sa transformation en MIPONUH. Un mécanicien a accusé des soldats d'origine pakistanaise de l'avoir violé. Le cas est devant les tribunaux. C'est un symptôme de plus de la déliquescence générale que connaît Haïti, au point où plusieurs analystes se

demandent s'il y a encore un avenir pour ce pays.

Au plan économique, rien n'indique que le pays est sur la voie de la relance. Le président Préal a beau mettre en place tout un processus de répartition de terres dans l'Artibonite, ce n'est pas suffisant pour produire des résultats à court terme.

Ses appels aux parlementaires pour qu'ils votent les accords de financement de routes secondaires ne semble pas produire de résultats. Et les Haïtiens ne sont pas convaincus que ce soit la bonne approche : il n'y a pas encore de loi définissant le cadre général de la réforme agraire.

La croissance est de retour en Suisse

LAURENT MOSSU
Le Figaro, GENÈVE

« Cette fois-ci, c'est la bonne ! » C'est en ces termes que la Société de banque suisse a salué en ce début d'année la reprise qui caractérise l'économie helvétique. Tous les instituts de conjoncture sont d'ailleurs sur la même longueur d'onde pour affirmer que l'évolution actuelle se distingue très nettement des améliorations timides et éphémères des années 1992 et 1994. Elle prend aujourd'hui un tour significatif et va s'inscrire dans la durée. Tous tablent ainsi sur une croissance dépassant les 2,2 % sur l'ensemble de l'année 1998.

De multiples facteurs étaient ces prévisions optimistes. Le contexte monétaire y figure au premier rang avec cette volonté marquée de la Banque nationale d'éviter tout resserrement de politique susceptible de casser le mouvement. En accord

avec le gouvernement, la BNS estime que les risques d'inflation sont actuellement faibles et que l'approvisionnement en monnaie peut et doit être augmenté de manière à soutenir l'élan constaté.

La hausse du franc, qui a si souvent handicapé l'économie exportatrice, est nettement stoppée, la monnaie n'étant plus surévaluée. Et la marge de manoeuvre dont dispose la BNS est suffisante puisque le renchérissement des prix de détail a été en moyenne de 0,5 % en 1997. Il s'agit là d'un taux record comparé à ceux des meilleurs crus comme celui de 1959 lorsque la courbe s'était totalement inversée pour afficher une baisse de 0,7 %. En 1995, l'indice avait progressé de 1,8 % puis de 0,8 % l'année suivante. Depuis novembre dernier, les prix sont restés absolument stables et n'ont pas bougé en dépit d'une période généralement propice à quelques dérapages.

Le dynamisme très modéré du début 1997 s'est petit à petit renforcé pour prendre finalement du souffle et de l'ampleur. La croissance réelle du PIB restera tout de même limitée à 0,5 % pour l'ensemble de l'an dernier. Mais on constate que la tendance favorable est soutenue et que les orientations sont très nettement plus positives depuis l'automne.

Baisse du chômage

Ainsi le commerce extérieur a connu une véritable embellie, les exportations progressant de près de 6 % au troisième trimestre pour s'envoler à 10 % au cours des trois derniers mois.

Les commandes de l'étranger bondissant, nombre d'entreprises ont décuplé leur production. Cette solide évolution a finalement eu des effets sur la demande intérieure, la consommation retrouvant une certaine vigueur alors que dimi-

nuaient l'insécurité de l'emploi. Le chômage a en effet régulièrement baissé depuis la fin du printemps et, en dépit d'une passe saisonnière défavorable en décembre, la statistique affiche un 4,9 % à faire pâlir d'envie bien des pays voisins.

« La relance s'est maintenant forgée dans les têtes », constatent les économistes qui notent l'évolution du climat psychologique et de la marche des affaires. La fin d'année est ainsi venue confirmer le changement, les achats ont été très nombreux, la clientèle a semblé se libérer de ses angoisses passées pour dépenser avec beaucoup moins de retenue. Les grandes surfaces comme les commerces spécialisés ont réalisé de très bonnes recettes, marquant concrètement une nette évolution de l'atmosphère ambiante.

Crise asiatique : effets limités

Les Suisses ne manifestent guère

de craintes quant aux retombées possibles de la crise asiatique sur leurs futures performances. Ils en restent à une correction de l'ordre de 0,1 à 0,3 % du rythme d'expansion des économies occidentales en général et de la Suisse en particulier.

La zone touchée par les turbulences n'absorbe que 8 % des exportations suisses de biens et de capitaux, ne représentant que 3 % des investissements directs helvétiques. Cette analyse apparaît toutefois trop simpliste aux yeux de certains économistes qui se montrent davantage préoccupés par une possible réaction en chaîne. Ceux-là pensent que l'expansion suisse, avant tout basée sur les exportations, pourrait subir un contrecoup dans la mesure où l'Asie, approvisionnant moins en Europe, limiterait de ce fait les moyens d'achat du Vieux Continent.

La presse d'ailleurs

parcourue par Réal Pelletier



THE WALL STREET JOURNAL FINANCIAL TIMES Herald Tribune

THE WALL STREET JOURNAL



McDo inaugure cinq restos par jour dans le monde, profitables ou non

On ne saura peut-être jamais d'où émane, en pleine phase d'accréditation syndicale, la décision de fermer le McDonald's de Saint-Hubert, en banlieue de Montréal. Chose certaine, la lecture de la presse d'affaires des derniers mois révèle sans ambiguïté trois choses quant aux grandes orientations corporatives de cette multinationale : McDonald's éprouve une saturation de son marché aux États-Unis ; l'entreprise en conséquence a choisi de développer massivement son marché planétaire, au point où il s'ouvre près de cinq McDos par jour dans le monde ; enfin, plusieurs de ces nouveaux restos ne font pas leurs frais.

Au cours de la seule année 1997, la culture culinaire de McDonald's est venue s'installer dans une dizaine de nouveaux pays, pendant qu'il se créait 71 nouveaux restos au Canada. Actuellement, dans un pays comme le Brésil, un Mcdo est créé à tous les cinq jours.

Et les problèmes de rentabilité — raison invoquée pour la fermeture de Saint-Hubert — ne paraissent pourtant pas gêner l'expansion. McDonald's par exemple inaugurerait son premier resto en Chine il y a cinq ans déjà : le pays en compte maintenant 160 et l'entreprise ne s'attend pas à quitter le rouge dans ce pays avant encore deux ou trois ans, déclarait au *Wall Street Journal*, en octobre dernier, le président des opérations à l'étranger chez McDonald's, James Cantalupo.

L'empire s'étend

McDonald's exploite quelque 13 000 établissements aux États-Unis et maintenant environ 10 000 à l'étranger. Le Japon vient en tête avec 2241 restaurants suivi du Canada avec 1030. Suivent l'Allemagne avec 802 restos, la Grande-Bretagne 702, l'Australie 633, la France 613, le Brésil 404, Taiwan 218, les Pays-Bas 165, l'Italie 161 et la Chine (160).

L'empire McDonald's s'étend maintenant

sur une centaine de pays, mais un petit groupe de huit pays procurent à eux seuls 80 % des profits tirés de l'étranger, écrit le *WSJ*. Ce fait donne à penser que de nombreux établissements hors États-Unis fonctionnent à perte, ce qui n'empêche pas l'entreprise de multiplier les restos. Cent vingt autres pays où la classe supérieure et la classe moyenne ne sont pas suffisamment nombreuses — ce sont, dans le monde en développement, les seuls classes qui peuvent se payer un Big-Mac — restent pour l'instant dans le champ de mire du géant du *fast-food*, qui les rejoindra au fur et à mesure qu'un semblant de prospérité montrera le bout du nez.

Marché saturé aux É.-U.

Pourquoi pareille frénésie expansionniste ? Simplement parce que McDonald's plafonne aux États-Unis. Pas seulement McDo d'ailleurs, mais l'ensemble des grands noms du *fast-food*, rapporte le *International Herald Tribune*. En 1996, les Américains ont dépensé 91 milliards en hamburgers, frites, pizzas et autres tacos, dans les établissements classifiés comme *fast-food*, ce qui représentait 40% de tout l'argent dépensé au restaurant dans ce pays. Mais ces chiffres étaient en baisse par rapport à ceux de 1995 : 94 mds et 41%.

Changement d'habitudes chez le consommateur ? Peut-être. Mais il y a surtout le fait, explique un spécialiste, qu'aux États-Unis, les emplacements de première valeur pour l'établissement d'un *fast-food* — ceux dits de la catégorie « A » — sont tous occupés et qu'il faut désormais se rabattre sur des emplacements de catégorie « B », voire « C », beaucoup moins intéressants pour ce type de commerce. Et le *Financial Times* de Londres évoque un autre facteur : les franchisés américains font pression contre la multiplication des McDo dans l'environnement de leur marché.

L'expansion à l'étranger est phénoménale mais McDo n'est pas seul à se lancer à corps perdu dans l'aventure planétaire. Kentucky

Fried Chicken (KFC) compte déjà quelque 5000 points de vente à l'étranger. KFC compte d'ailleurs une longueur d'avance sur McDo en Chine, avec 191 restos et un programme pour y en ajouter 150 autres d'ici l'an 2000. Un spécialiste cité par le *Herald Tribune* estime que KFC ne peut guère espérer une croissance de son marché de plus d'un pour cent annuellement, mais que les activités à l'étranger peuvent s'accroître, elles, de 8 à 10%.

En sol américain de surcroît la concurrence devient féroce. Fin 1997, le géant Burger King a déclenché une guerre totale à McDo et pour l'instant marque des points. Habituellement, note le *Financial Times*, les numéros un *magasin* les numéros deux, comme on le voit entre Coca-Cola et Pepsi-Cola, entre Microsoft et Apple. Dans le burger / frite, la situation paraît inversée pour l'instant.

La guerre de la frite

Au lendemain du jour de l'An, Burger King offrait en promotion à sa clientèle pas moins de 15 millions de sacs de frites gratuits sur le thème : nos frites sont meilleures, plus croustillantes, plus chaudes que celles de McDo. Quatre mois plus tôt, Burger King avait lancé le Big Burger King, imitation sans vergogne du célèbre Big Mac... avec 75% de plus de viande.

Ça tombait mal pour McDonald's, dont le lancement d'un nouveau hamburger sur le marché américain en 1997, le « Arch Deluxe », s'est révélé un flop. Cette année-là, les profits des franchisés ont fléchi. De fait, dit le *FT*, le volet innovateur chez McDo est en panne sur le marché américain, depuis la création du « Chicken McNuggets » en 1983. Quant au BigMac, il célèbre cette année son... trentième anniversaire.

Burger King joue ses nouvelles frites à fond. Au point que le président Jack M. Greenberg de McDonald's USA, a jugé bon d'adresser un mémo enflammé à l'intention de tous les chefs d'établissement de McDo aux États-Unis, sur le thème : nos frites restent les meilleures, quoi qu'en dise Burger King. Un cri de ralliement — et un mot d'ordre au personnel qui fait bien comprendre la sorte de pression qui peut s'exercer sur les préposés — et que le *Wall Street Journal* a jugé bon de reproduire intégralement... sous sa petite rubrique humoristique quotidienne.

M. Greenberg émet trois directives :
1. Le poste de préposé à la friteuse doit être occupé en tout temps ;
2. Surveillez la température de la friteuse trois fois par jour.
3. Rappelez-vous qu'il faut saler les frites correctement.

« Nous avons, dit M. Greenberg, la volonté et le pouvoir d'écraser toute concurrence. Nous fonctionnons en position de force, avec un produit, un personnel et un programme qui nous permettront de vaincre. Et si nous agissons correctement et gardons un œil sur nos frites, nous allons gagner la bataille et nous allons renforcer du même souffle notre position dans la guerre en cours. »

... et Coke achète Orangina

Fier compétiteur du Coke depuis quelques décennies dans l'Hexagone, Orangina — bien connu des Québécois qui, marchant la France, ne sont pas encore mûrs pour l'apéro à 16 h — vient finalement de se vendre à Coke.

Minime : 1 milliard \$ CAN à peine. C'est une autre résistance française néanmoins qui vient de se livrer au célèbre challenger commercial planétaire. Comme c'est fragile tout ça !

Le proprio, Pernod-Ricard, a cédé Orangina pour se concentrer davantage sur ses boissons alcoolisées, sa panoplie mondiale dépassant largement ces marques.

Pour Coca-Cola Co., c'est pas le Pérou. Des chiffres : Orangina ne vend qu'un million de caisses par année aux États-Unis. Coke : deux milliards de caisses.

Mais voilà : les Américains sont un peu « gazés » du cola. En 1990, dit le *Wall Street Journal*, le cola occupait 72 % d'un marché des boissons non alcoolisées de 54 milliards. Qui est tombé à 64 % en 1997. Dans le même temps, les incolas passaient de 28 à près de 36 % du marché.

Les goûts changent aux États-Unis et Coca-Cola entend s'ajuster. Dans son premier discours à titre de PDG de Coca-Cola Co., d'Atlanta, Douglas Ivester a d'ailleurs laissé tomber un chiffre d'une grande simplicité mais fort révélateur sur sa façon de voir les choses : sur les 64 onces de liquide que consomme le citoyen moyen par jour, seulement quatre onces appartiennent à cette catégorie qu'on appelle les boissons non alcoolisées.

Contrairement à McDonald's aux prises avec une saturation de marché aux États-Unis, les embouteilleurs de boissons non alcoolisées ont l'impression que le marché intérieur est très prometteur.

Pepsi par exemple s'apprête à relancer sa boisson à l'orange « Slice ». Les deux géants, Coke et Pepsi donnent tête baissée dans la solution de rechange au cola. Coke a lancé en 1997 « Surge » et « Citra », à base d'agrumes ; en réplique au « Mountain Dew » de Pepsi, et au « D' Pepper », de Schweppes. La toile de fond : l'ado moyen aux États-Unis consomme mensuellement huit marques différentes de boissons sans alcool. Orangina s'ajoutera à la panoplie offerte par Coca-Cola.

Et le marché français des produits Coca-Cola dans tout ça ? Pas brillant pour l'instant : l'Américain moyen avale 363 coups de ces produits par année, le Français 74. Mais il y a espoir : « Nous n'allons pas demander à un Français de 55 ans qui consomme quatre verres de vin et du café en après-midi de changer ses habitudes », concède Henry A. Schimberg, PDG de Coca-Cola Enterprises. « Mais, ajoutez-t-il, je peux vous amener en France et vous montrer dans la rue des jeunes portant des vestes frappées des Chicagos Bulls, casquettes sens devant-derrière, chaussés Nike et buvant du Coke. »



La célèbre boisson, telle qu'on la trouve maintenant en Chine.

Les grands du fast-food dans le monde

	Hors É.-U.	Total	% de croissance en 1996
McDonald's	8928	21,022	27,3 %
Kentucky Fried Chicken	4784	9863	5,7 %
Pizza Hut	3633	12,334	12,0 %
Burger King	1817	8874	13,8 %
Baskin-Robbins	1700	4311	1,2 %
Subway Sandwiches	1668	12,516	25,8 %
Tim Hortons	1362	1384	15,4 %
Dunkin' Donuts	1,252	4452	16,5 %
Domino's Pizza	1200	5500	17,6 %
Dairy Queen	681	5716	8,1 %

Source: Technomic Inc.

Infographie La Presse



The New York Times

Salt Lake City

■ Avec Nagano qui s'achève, versons un pleur sur Québec qui s'est fait ravir par Salt Lake City les prochains Jeux d'hiver. La petite ville de l'Utah, avec ses maisons basses et sa banlieue encore émaillée de pâturages, constitue à l'heure actuelle l'une des économies locales à plus forte croissance des États-Unis, nous apprend le *New York Times*. La note des infrastructures : un milliard US. Une trouvaille : l'université locale investira à elle seule 98 mds dans des infrastructures qui lui resteront, comme un stade et des dortoirs pour athlètes d'abord, pour étudiants ensuite. Même les mormons sont de la partie : un quart de million dans un centre de culte qui accueillera 20 000 personnes.



THE SUNDAY TIMES

Sydney

■ Il n'est pas sûr par contre qu'on doive verser un pleur sur Montréal qui s'est fait chiper les Jeux gays de 2002 par Sydney, en Australie. Le reporter du *Sunday Times* de Londres juge que la Ville doit encore convaincre ses citoyens du bien-fondé de cette victoire. Certes les retombées économiques ont déjà commencé à se manifester, mais en même temps, les gens se demandent quel sera l'impact, sur la santé publique, du long séjour dans leur ville de 10 000 athlètes et de 30 000 visiteurs homosexuels. Mais d'autres disent que Sydney accueille déjà annuellement le plus grand party homosexuel au monde, pour un mardi gras qui rassemble 500 000 personnes. Le mardi gras est l'auréole, les Jeux gays seront la couronne. Mais tous ne sont pas monarchistes à Sydney.



The New York Times

Mexico

■ Mexico croule sous son poids, victime de la surexploitation de ses nappes phréatiques. Si Venise, en bord de mer, est menacée de boire la grande tasse parce qu'elle a baissé de 23 centimètres au 20^e siècle, Mexico, dans le même temps, a baissé de neuf mètres, note le *New York Times*. Menacés : la quincaillerie souterraine et, évidemment, le métro construit par Bombardier. La ligne no 2, horizontale à son inauguration, dans les années 60, a aujourd'hui l'allure d'une montagne russe. « L'écroulement du sol à Mexico constitue l'un des plus grands défis de l'histoire jamais lancés au génie urbain », estime un spécialiste. Au début du siècle, le sol s'abaissait déjà de cinq cm par an, mais au milieu du siècle on a atteint un sommet : 48 cm par an.



The Sunday Telegraph

Londres

■ On a vu que New York compte maintenant des caméras de télé accrochées à des réverbères, histoire de dépister les petits marchands de drogue de la rue. Londres vient de s'équiper d'un système analogue, dans son cas pour déceler d'éventuels terroristes, l'IRA ayant par le passé fait preuve de prédilection pour cette riche concentration urbaine anglaise. Le système est hautement sophistiqué : il permet de comparer instantanément l'image d'une personne captée par la caméra à toute une collection de portraits stockés par les policiers. Une personne qui pourrait être vous, par exemple. Et ne vous avisez pas de visiter Londres avec fausse barbe, verres fumés ou cheveux teints : l'appareil ne les reconnaît pas. On n'arrête pas Big Brother.

La personnalité de la semaine

Il n'est pas de succès qui se méritent s'il n'est construit sur l'excellence

ANDRÉ DESMARAIS
PRÉSIDENT DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION

ROGER D. LANDRY
PRÉSIDENT
ET ÉDITEUR

CLAUDE MASSON
ÉDITEUR ADJOINT

MARCEL DESJARDINS
DIRECTEUR DE L'INFORMATION

ALAIN DUBUC
ÉDITORIALISTE EN CHEF

SUR LA SCÈNE DE L'ACTUALITÉ / SEMAINE DU 22 FÉVRIER 1998

Béatrice Picard

JEAN-PAUL SOULIÉ

Quand Béatrice Picard évoque ses débuts de comédienne, il y a 50 ans, elle aime bien souligner que ça se passait à la radio. « Voyez-vous, en ce temps-là, la télévision n'existait pas. Cependant, nous avions l'électricité. » La petite remarque pince-sans-rire donne le ton. L'œil malicieux, le geste vif, Mme Picard parle de son demi-siècle sur les planches comme d'une suite ininterrompue d'expériences qui l'ont grandie.

« Dans ce métier, dit-elle, on n'est jamais un 'ancien'. J'ai toujours l'impression de commencer, chaque fois que j'aborde un nouveau rôle. » Dans ce renouveau permanent, son cinquantième anniversaire de carrière théâtrale lui est tombé dessus un peu à l'improviste, au début du mois. Elle était sur les planches du Théâtre Jean-Duceppe, où était reprise la pièce *C'était avant la guerre à l'Anse à Gilles*. Elle est aussi à la télé, dans la série *Virginie*. Depuis 1948, et ses débuts au micro de CKVL, dans *Rue Principale*, *Je vous ai tant aimé*, *Les Plouffe*, *Le Survenant*, elle a oublié de compter le nombre de rôles qu'elle a tenus, à la radio, à la télévision, au théâtre et même au cinéma. *La Presse* salue l'impressionnante carrière que poursuit Béatrice Picard en la nommant la Personnalité de la semaine.

Ses premiers contacts avec le monde du spectacle, Béatrice Picard les doit sans doute à son père, un illusionniste et prestidigitateur devenu projectionniste. Elle se souvient que son père avait ouvert les premiers cinémas en plein air, l'été, à Sainte-Rose, à Pointe-Calumet. Commerce mal vu, et bientôt interdit par les curés et Duplessis. Dans la famille Picard, on a les idées plus larges : Béatrice partira à 17 ans en France, grâce à un programme d'échanges d'étudiants. Très vite, elle fuit la province pour Paris, s'inscrit à la Sorbonne et à des cours d'art dramatique et, surtout, va voir des spectacles. À son retour, c'est décidé, elle sera comédienne.

Béatrice s'inscrit au cours de Mme Audet. D'une tentative d'entrée dans la troupe du père Legault, elle garde le souvenir de sa réaction au refus essuyé : « J'ai pensé immédiatement : je serai encore là quand vous n'y serez plus, mon père ! Comme pour les critiques ! » Et effectivement, Béatrice Picard est toujours là. « J'ai été privilégiée, dit-elle. Il n'y a pas de trou dans ma carrière. Sans doute parce que j'ai toujours eu des emplois particuliers, des rôles de composition. On se brûle moins qu'en prenant un grand premier rôle trop marquant. Il ne faut jamais qu'un rôle ressemble à un autre rôle. »

Certains personnages l'ont pourtant marquée elle aussi. À la télévision, quand elle reprend le rôle d'Angéline Desmarais, l'amoureuse incomprise du *Survenant*, elle claudique. Mais qui boitait ? L'actrice ou le

personnage ? Dans le public, les avis étaient partagés, mais pas l'appréciation de la comédienne. Béatrice Picard est élue Miss Radio-Télévision, en 1958. « Un vrai conte de fées ! La fête était organisée à Québec, et un train avait été nolisé pour les artistes de Montréal, avec arrêt à Trois-Rivières. J'avais été traitée comme une véritable reine ! »

Béatrice avait tiré la patte avec Angéline Desmarais, elle va la tirer encore avec Angustia, dans *La Maison de Bernarda*, de Lorca. Elle a été Mme Higgins de *Pygmalion*, la mère dans *La Mort d'un commis voyageur*, et la Marie-Louise de Tremblay dans *À toi pour toujours ta Marie-Lou*. Les pièces qu'elle a préférées ? Elle dirait spontanément « Toutes ! », mais il y a des souvenirs plus extraordinaires que d'autres. *Bonjour là, bonjour*, de Tremblay, en anglais, au centre Saydie Bronfman, reste pour elle « un grand moment, avec Jean-Louis Roux et Hubert Gagnon ! » Elle a aimé énormément *Bonne fête maman*, d'Elizabeth Bourget, une comédie pratiquement écrite pour elle, et aussi *Quelle part un lac* avec Paul Hébert, et *Gin Game*, avec Jean Duceppe.

Dans le flot des souvenirs, des grands moments surgissent. *Bousille et les justes*, qu'elle a jouée 525 fois ! C'est à Winnipeg, une nuit d'hiver. Elle vient de jouer la pièce de Gratien Gélinas. Ses partenaires Jean Lajeunesse, Paul Guèvremont et Pierre Dufresne lui donnent sa première leçon de bridge. Elle y joue toujours et fait des compétitions.

Depuis une dizaine d'années, Béatrice Picard s'est achetée une maison, « un port d'attache », où se réunissent ses quatre fils, leurs dix enfants. « Noël, Pâques, les vacances d'été, c'est sacré ! » Depuis le mois de mars l'an dernier, elle a travaillé sans arrêt. « Il faut avoir une excellente santé pour faire ce métier ! » Mais cet été, elle va se reposer un peu. Elle s'occupera seulement du Festival de Trois, à Laval, avec Anne-Marie Alonzo, de ses enregistrements pour la télé, et de ses « synchro »... Mais si on lui proposait de repartir en tournée avec cinq femmes pour refaire *Fleur d'acier*, la traduction de *Steel Magnolia*, elle ne résisterait certainement pas. « Nous étions six femmes, nous nous sommes aimées, nous ne nous lâchons plus ! Je trouve ça beau, le théâtre, quand ça arrive, cette chaleur ! Il y a de beaux moments dans la vie. Ça vaut la peine ! »

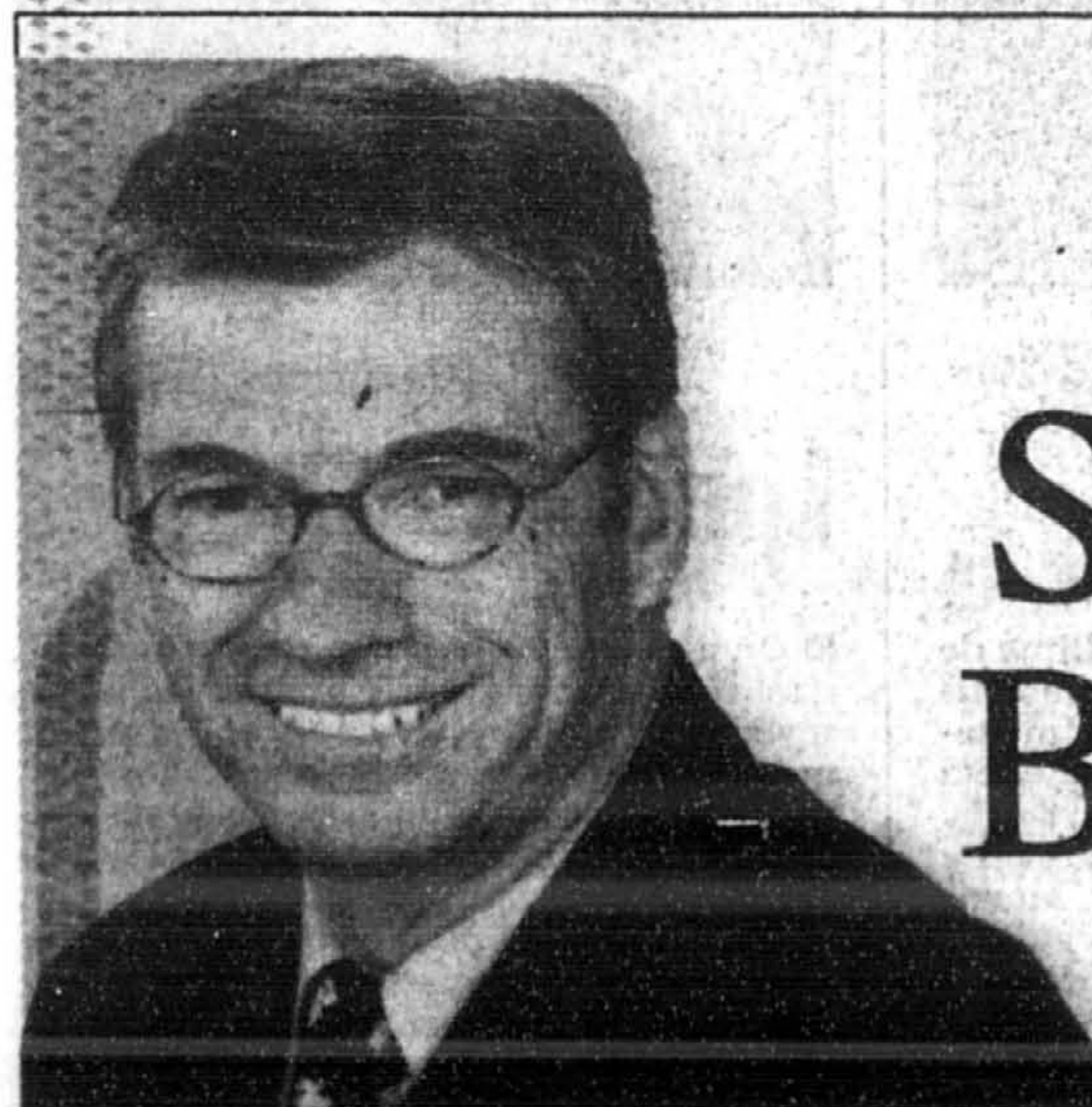
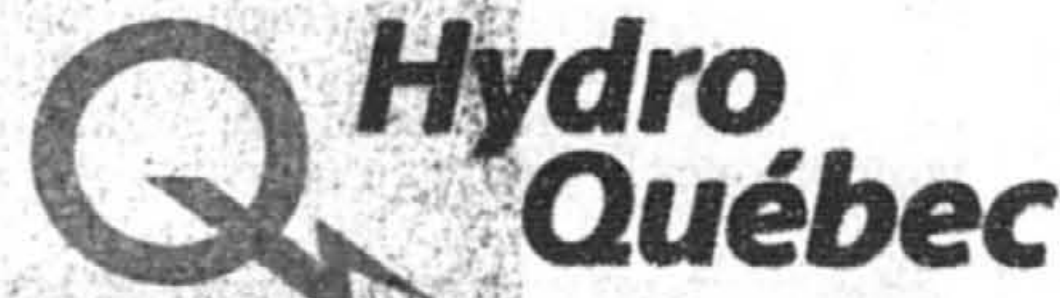
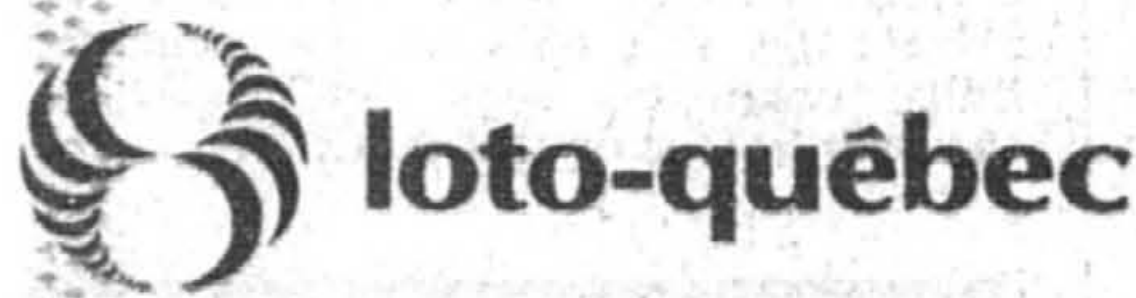
Mme Picard parle de son demi-siècle sur les planches comme d'une suite ininterrompue d'expériences qui l'ont grandie.



PHOTO ROBERT SKINNER, La Presse

« J'ai été privilégiée. Il n'y a pas de trou dans ma carrière. Sans doute parce que j'ai toujours eu des emplois particuliers, des rôles de composition. On se brûle moins qu'en prenant un grand premier rôle trop marquant. Il ne faut jamais qu'un rôle ressemble à un autre rôle. »

Encore plus que du talent, de l'intelligence, même du génie, l'excellence naît de l'effort.



Salut Bonjour

du lundi au vendredi de 6 h à 9 h

Chaque lundi à 8 h 35, Guy Mongrain s'entretient avec la personnalité La Presse de la semaine

TVA